

Recueil d'idées de la Conférence du nouveau Canada Aspirations pour les cinquante prochaines années de la Confédération

Produit par les 100 délégués des provinces et des territoires du Canada à l'occasion du 150^e anniversaire de la Conférence de Charlottetown

Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, du 31 août au 3 septembre 2014

Renseignements sur la Conférence du nouveau Canada

Dans le cadre du 150^e anniversaire de la Conférence de Charlottetown de 1864, Île-du-Prince-Édouard 2014 inc. a lancé un appel pour convoquer des délégués à Charlottetown, le berceau de la Confédération. En quelques semaines seulement, 811 Canadiens ont répondu à l'appel. Ils ont accepté de représenter leur province ou territoire et ont participé à un événement de grande portée susceptible d'appuyer les aspirations présentées pour les cinquante prochaines années de l'histoire canadienne.

En fin de compte, 100 délégués, âgés de 19 à 24 ans, ont été choisis pour représenter l'ampleur de la diversité et des intérêts de la prochaine génération de Canadiens. Pendant quatre jours, ils ont appris à se connaître et à travailler avec une douzaine des plus grands penseurs, dans le but de discuter des choix, des défis et des forces qui façonneront la société canadienne.

Leurs discussions étaient aussi animées et passionnées que n'importe quel débat ayant formé notre pays il y a 150 ans. Réunis à la Salle commémorative du Centre des arts de la Confédération à Charlottetown, à côté du lieu historique national Province House – l'édifice de l'Assemblée législative provinciale et la chambre même où les Pères de la Confédération ont amorcé le débat sur les mérites de l'idée de créer un nouveau pays –, les délégués de la Conférence du nouveau Canada se sont inspirés de leurs expériences personnelles et ont veillé à exprimer les préoccupations de leurs communautés et régions.

Durant les quatre jours, les délégués ont travaillé sur huit volets pour affiner leurs réflexions et préparer leur présentation, à laquelle ont assisté le lieutenant-gouverneur et le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi que d'autres dignitaires.

L'événement étant terminé, un réseau informel de délégués de 2014 a été établi. Ce réseau de pairs continuera à travailler ensemble, et invitera bon nombre de Canadiens à penser au pays qu'ils espèrent voir le Canada devenir.

Conférenciers d'honneur :

Irvin Studin, Ph. D., 100 millions de Canadiens

Hayden King, L'avenir indigène du Canada

Heather Moyses, Le pouvoir du sport

Conférenciers invités :

Dr Ryan Meili, Santé et mieux-être

Melissa Mongiat, Arts et créativité

Josh Paterson, Justice et équité

Jesika Briones, Environnement et économie

Stephanie McGrath, Technologies et médias

Paul Kershaw, Ph. D., Apprentissage et développement social

Stephanie von Hlatky, Ph. D., Le Canada dans le monde

Dave Meslin, Engagement civique et cohésion sociale

Renseignements sur le recueil d'idées

Ce recueil d'idées est le résultat des efforts des délégués. Il s'agit d'un collage d'idées, de provocations, de questions et de préoccupations qui méritent d'être abordées, selon la prochaine génération de Canadiens. Le recueil d'idées a été créé par les délégués de la Conférence du nouveau Canada, qui ont travaillé en collaboration pour le produire. Ils souhaitent faire naître des conversations grâce à leur document, et susciter la réflexion sur l'avenir de notre pays.

Le lecteur pourrait penser qu'il s'agit d'un recueil étrange au début. Le texte alterne entre le français et l'anglais – parfois sur la même page, parfois au milieu d'un paragraphe ou d'une idée. Cette approche du bilinguisme est délibérée. Cela nécessite une certaine familiarité avec les deux langues, une réalité que le Canada devrait viser, selon les délégués. Cela étant dit, une version intégrale en français (ou en anglais) sera disponible au cours des prochaines semaines. Il importe également de noter qu'il y a des enjeux majeurs ainsi que des secteurs qui ne sont pas abordés dans le recueil. Ces omissions pourraient être intentionnelles (ou non) – dans certains cas, les délégués n'ont pu s'entendre, et parfois, ils ont simplement manqué de temps. Le lecteur devrait donc veiller à apprécier le travail des délégués dans le contexte approprié.

Alors comment les délégués d'aujourd'hui conçoivent-ils le Canada de demain? Ils envisagent d'abaisser l'âge du droit de vote et d'accepter la réforme électorale. Ils imaginent une économie riche en capital humain et social, mieux portée à partager des biens matériels. Ils insistent pour que le pays assume ses responsabilités en matière d'environnement, et préconisent un mécanisme de marché national pour attribuer un prix aux émissions de carbone. Ils nous demandent de réaffirmer notre volonté de faire avancer le précieux système de soins de santé du Canada, en redressant les inégalités en matière de santé qui existent dans différentes régions. Et surtout, ils souhaitent vivre dans un pays qui reconnaît la valeur de son

patrimoine autochtone et qui travaille de façon déterminée et sans ambiguïté pour réparer les injustices et surmonter les stigmates et les désavantages qu’ont dû subir les communautés indigènes. Le Canada de demain sera reconnu comme un pays indigène — un pays dans lequel tous les Canadiens partagent fièrement un droit culturel.

À l’approche du prochain anniversaire important pour le Canada – l’année 2017 et le 150^e anniversaire de la Confédération –, nous espérons que les préoccupations, les aspirations et les idées émises dans ce recueil permettront d’approfondir la réflexion et le dialogue.

Voici quelques grandes idées pour le Canada :

Santé et bien-être

Réduire les iniquités régionales en matière de santé
Obtenir en ligne des renseignements personnalisés sur la santé

Créativité et arts

Donner à tous l’occasion de raconter leurs histoires
Se servir des arts pour établir le contact entre les gens et le monde politique

Justice et équité

Devenir un chef de file mondial de la réduction de la pauvreté
Intégrer les principes de la justice réparatrice dans le système judiciaire

Environnement et économie

Fixer un prix pour les émissions de carbone
Se préparer en vue de l’économie solaire

Technologie et médias

Créer un code d’éthique d’Internet
Relier toutes les régions du pays au moyen de liaisons ferroviaires à grande vitesse

Apprentissage et développement social

Laisser les étudiants façonner leur propre éducation
Enseigner les connaissances et les langues autochtones

Le Canada dans le monde

Promouvoir le développement durable
Accroître les mesures de soutien destinées aux réfugiés

Engagement civique et cohésion sociale

Entreprendre une réforme électorale
Donner des cours d’éducation civique à tous les Canadiens

Nos partenaires

La Conférence du nouveau Canada a été menée par Île-du-Prince-Édouard 2014 inc., l'organisme à but non lucratif responsable de diriger les célébrations entourant la Conférence de Charlottetown de 1864 à l'Île-du-Prince-Édouard et à l'échelle nationale.

Le programme proposé par Î.-P.-É. 2014 témoigna d'une volonté d'offrir des moments marquants à l'ensemble des Insulaires et des Canadiens, d'appuyer une vision globale, intégrée, du Canada à l'occasion du sesquicentenaire national en 2017, de laisser un héritage précieux aux populations de l'Île et du pays après 2014, et de rendre hommage à la riche diversité que l'Î.-P.-É. apporte aux autres provinces et territoires.

Î.-P.-É. 2014 inc. souhaite reconnaître l'appui généreux de ses partenaires médiatiques, communautaires et gouvernementaux, ainsi que ses partenaires de transport, qui l'ont aidé à appuyer, à promouvoir et à élargir la portée de la Conférence du nouveau Canada aux Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Pour plus de renseignements, et pour voir des vidéos de la conférence, consultez le site ncc-cnc.ca.

Les délégués

ALBERTA

Amanda Connolly
Parker Gray
Nisha Patel
James Nauss
Larissa Hepp
Leeann Klassen
Trent Warner
Brett Weighill
Darren Touch
Nigel Robinson

COLOMBIE BRITANNIQUE

Natasha Goumeniouk
Jimmy Kang
Chris Thorpe
Gautham Krishnaraj
Jane (Jinjin) Zhang
Rodney Stehr
Angela Papiernik
Betty Mao

Dhruv Pandey
Sivansh Padhy
Taryn Goodwin
Benjamin Guidolin

MANITOBA

Kristine Massicotte
Dylan Cohen
Abdellah Bezzahou
Emily Zarychta
Joseph Darcel
Craig Adolphe
Maryam Bezzahou
Darla Contois
Justin Johnson

NOUVEAU BRUNSWICK

Caira Clark
Natalie Mellon
Vincent-Luc Brouillard
Danie Martin

Michael Forestell
Alec Boudreau
Maude Lanteigne

TERRE NEUVE ET LABRADOR

Shannon Snow
Adam Foote
Jamie Brace

TERRITOIRES DE NORD-OUEST

Jacq Brasseur
Garrett Hinchey

NOUVELLE ÉCOSSE

Mariana Carrera
Olivia Dorey
Simone Mutabazi
Sarah Fancy
Dexter John Nyuurnibe

NUNAVUT

Samuel Tagalik
Alianai Niviatsiak

ONTARIO

Tooba Nero
Jamie Rooney
Andy Nguyen
Kevin Wong
Erine Roberts
Phil Gaudreau
Adam Fearnall
Read Leask
Will Landon
Christina Li
Jade Brooks
Zakaria Abdulle
Jillian Adams
Brenna Owen
Jason Brown
Patrick Twagirayezu
Rebecca Dafoe

Lindsay DuPré

ÎLE-du-PRINCE-ÉDOUARD

Payton Jadis
Mitch Gallant
Christian Norton
Sean Court
Meghan Warren
Deanna Kerry

QUÉBEC

Kara Sheppard-Jones
Nadir Khan
Jordan Mc Aran Bourque
Julie Neal
Simone Cavanaugh
Daniel LeRoy
Alexandrine McCue
Samuel Samson
Maggie Gangé
Julia Pinheiro Carvalho
Julia Ballerio-Dupé
Marie-Pascale Des
Rosiers
Justine Brien
Cheriné Zaim
Tiffany Harrington

SASKATCHEWAN

Anita Lazurko
Caitlin Taylor
Lowell Levenick
Amanda Clark
Gabe Senecal
Randall Fiddler
Sakeena Akhtar
Helen Tang
Benjamin Karcha

LE YUKON

Angela Jobin
Lenna Charlie

Table des matières

L'environnement et l'économie	7
Santé et bien-être	20
Engagement civique et cohésion sociale	34
Le Canada dans le monde	42
Arts et créativité	54
Justice et équité	65
Apprentissage et développement social	76
Technologies et médias	84

L'Environnement et l'économie

... tant que les conditions environnementales ne seront pas considérées comme des marchandises échangeables, de toute évidence nous n'en tiendrons pas compte. Elles ne nous viennent même pas à l'esprit.

CARLTON BROWN, COURTIER EN MARCHANDISES

Il est temps de transformer la société

Nous sommes des êtres humains

Nous appartenons avant tout à une espèce intégrée dans le grand univers biophysique, dont un grain infime est une planète que nous appelons la Terre. En deux millions d'années d'existence, les êtres humains ont créé des systèmes sociétaux auto-organisés complexes. L'un d'entre eux est le système économique, dont le modèle capitaliste actuel perpétue les inégalités sociales et le pillage des ressources de notre planète. Notre économie ne fonctionne plus.

À quoi les systèmes économiques servent-ils?

Les humains ont des besoins biologiques qui sont comblés par les éléments que l'on appelle ressources naturelles- l'air, l'eau and la nourriture. L'économie comme l'échange de biens et de services, à sa base, est pour la survie des humains et la source de vie qui est notre environnement. **Nous ne sommes pas un produit de notre économie.** Nous pouvons imaginer de nouvelles économies, qui valorisent l'équité, la durabilité et peut-être, avec le plus d'importance, le respect les uns pour les autres et envers notre écosphère.

Voir plus loin dès aujourd'hui

Pour mettre sur pied des systèmes économiques centrés sur les gens et sur la Terre, nous devons adopter des modes de production et de consommation axés sur la collectivité. Déjà, les économies actuelles font davantage de place au partage des connaissances et des matières en valorisant les atouts communautaires comme le temps et les compétences, en reconnaissant que notre objectif ultime est l'atteinte du bonheur et du bien-être, et en s'éloignant des valeurs traditionnelles comme l'argent et les devises. Il nous faut miser sur ces changements en vue de galvaniser nos énergies collectives et de bâtir ensemble les systèmes économiques que nous souhaitons.

Le capitalisme tel qu'on le connaît

Production et consommation de masse

Axé sur le profit – seul le résultat financier compte
Externalisation des coûts environnementaux
Économie mondialisée inéquitable
Fondé sur la notion de croissance infinie
Produit intrinsèquement des iniquités sociales

OU

Économie axée sur les personnes et la planète

Locale, axée sur les collectivités
Production suffisant à satisfaire les besoins raisonnables
Importance accordée à l'environnement et aux gens
Prise en compte des autres espèces et de l'ensemble de l'écosphère
Répartition équitable de la richesse et des ressources

Comment le Canada est-il apparu? Recherche d'une compréhension autochtone de l'apparition de la terre et de la création

La Femme du Ciel : L'histoire de la création de l'Île de la Tortue

Selon les Haudenosaunees, la terre fut créée grâce à l'interaction entre les éléments du ciel et des eaux. Les divers peuples de langue iroquoienne racontent des versions légèrement différentes de cette histoire de création qui commence par la chute de la Femme du Ciel.

Bien avant la création du monde, il y avait dans le ciel une île où vivait le peuple du ciel. Un jour, une femme enceinte est tombée dans un trou laissé par un arbre déraciné. Sa chute lui a semblé aussi longue que l'éternité.

Finalement, elle a émergé des ténèbres et a aperçu l'océan. Les animaux de ce monde, s'étant réunis pour tenter de comprendre ce qu'ils voyaient, ont envoyé une volée d'oiseaux pour venir en aide à la Femme du Ciel. Les oiseaux l'ont attrapée, puis l'ont posée doucement sur le dos de la Grande Tortue. Les animaux aquatiques comme la loutre et le castor lui ont fait une place sur le dos de la Tortue en y déposant de la boue tirée du fond de l'océan, jusqu'à ce que la boue se solidifie et forme une surface assez grande.

C'est ainsi que la Femme du Ciel s'est installée sur l'Île de la Tortue avec les plantes médicinales, dont le tabac et le fraisier, qu'elle avait apportées avec elle en tombant du ciel. Elle y a fait sa vie et est devenue la mère de la culture haudenosaunee telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Comment changer?

Économie de partage

- Valorisation du capital humain et social et utilisation efficace des ressources de la collectivité comme les compétences, les connaissances et les matières qui peuvent être échangées de façon décentralisée.
- Renforcement des réseaux de partage alimentaire et de la production et distribution des aliments à l'échelle de la collectivité, particulièrement dans les collectivités nordiques, où le modèle capitaliste actuel est appliqué de façon inappropriée et injuste.
- Modification de notre concept de monnaie afin d'accorder la priorité aux personnes et non aux grandes entreprises comme sources de biens et de services.

Démocratie inclusive

- Les Canadiens sauront créer une démocratie plus inclusive; à cette fin, nous devons élire des assemblées législatives plus représentatives du profil démographique et régional de l'électorat. Autrement dit, ces assemblées doivent être le miroir de la nation.
- Un système électoral proportionnel pourrait favoriser un virage sociétal en appuyant le pluralisme des voix et des politiques dans les assemblées législatives et ailleurs.

Mesure du succès

- Notre but ultime est la santé et le mieux-être; imaginons y parvenir sans argent, en créant une économie qui met au premier plan les relations personnelles, le bonheur et les espaces citoyens.

Infrastructure

Construction intelligente : Norme LEED en tête

- Relever les normes de l'industrie de la construction et de l'aménagement urbain en appliquant des systèmes de certification comme LEED et Living Building Challenge.
- Créer des réseaux locaux de chauffage et de climatisation dans les immeubles.
- Investir dans la recherche et le développement de matériaux de construction améliorés, notamment des matières plus durables pour la construction de routes et d'infrastructures lourdes.

Nos besoins en matière d'énergie : Filière solaire

- Imaginer un avenir basé sur l'énergie solaire et le stockage thermique et se préparer en conséquence.

- Élaborer des mesures d'incitation pour encourager la production d'énergie par les particuliers et faciliter la mise sur pied d'un nouveau marché de l'énergie entre homologues.
- Établir un programme gouvernemental qui assurerait un approvisionnement gratuit en électricité aux personnes les plus vulnérables.

Projet Hyperloop canadien : De St. John's à Dawson City... en une heure

- Le Canada devrait s'inspirer d'Elon Musk et construire ce réseau de transport révolutionnaire qui permettrait de relier les côtes Est, Ouest et Nord entre elles et avec la région centrale du Canada.

Transformer les sociétés d'État : Refonte majeure des partenariats public-privés

- Remettre le contrôle de toute infrastructure commune au gouvernement et son utilisation au secteur privé.
- Le but sera d'améliorer la base afin de permettre aux entreprises d'offrir aux Canadiens de meilleurs services à prix réduit.
- Prenons par exemple les chemins de fer. Les rails appartiendraient au CN. En tant qu'entreprise privée, le CN n'a pas d'intérêt à réparer l'infrastructure de base ni d'incitatifs financiers pour le faire. Pourtant, le gouvernement du Canada est propriétaire de Via Rail, une entreprise de services, qui n'a aucun contrôle sur la qualité de l'infrastructure. On veut que le privé et le public changent de rôle.

Planification

L'air comme marchandise : Un vent nouveau se lève

- Élargir l'utilisation et la vente des droits relatifs à la propriété du dessus dans les grandes villes du Canada afin d'accroître la densité urbaine verticale et de limiter l'étalement urbain.

Transport en hauteur : Réinventer le navettage

- Adopter l'aérotrain de Vancouver dans d'autres villes canadiennes
- Actualiser les lois en prévision de l'arrivée des voitures automotrices et encourager par des mesures incitatives l'auto-partage et d'autres pratiques provisoires afin de réduire le besoin de posséder une auto et les coûts afférents.
- Établir des objectifs ambitieux pour réduire la circulation urbaine comme ceux de Londres et Tel-Aviv.

Un nouveau ciment : Prenons la route!

- Innover en utilisant des matériaux plus perméables et plus robustes pour la construction de routes.
- Adopter une approche canadienne particulière pour la construction de routes qui favoriserait le recours aux modes de transport collectif et actif, et non seulement l'utilisation de voitures et de camions.

Revoir la notion de l'eau : Dans quoi nagez-vous?

- Rendre obligatoire le recyclage de l'eau dans les immeubles résidentiels et commerciaux.
- En tant que « puissance hydraulique », se faire le pionnier des technologies de dessalement de l'eau afin d'offrir au monde les avantages d'un approvisionnement en eau douce.

La maison autosuffisante : Mode de vie urbain hors réseau

- Relever les normes régissant les matériaux isolants afin de réduire la consommation énergétique.
- Utiliser des systèmes de captage de l'énergie solaire et d'éclairage DEL pour éclairer les maisons à coût réduit, voire nul.
- Encourager le compostage de quartier et la collecte de matières biodégradables.
- Répandre l'utilisation de systèmes résidentiels d'évacuation des déchets sans eau.
- Mettre à niveau les services publics d'électricité afin de soutenir la production d'énergie domestique.

Redéfinir le succès

- La réussite en affaires ne doit pas être mesurée uniquement en termes monétaires.
- Il faut prendre en compte les répercussions environnementales dans le cadre de toute décision commerciale.
- Il est nécessaire d'intégrer aux principes comptables un système d'information comptable axé sur le concept de triple résultat afin d'assurer que les entreprises soient tenues responsables de leurs actes.

Bourse de Londres

Toutes les sociétés au Royaume-Uni cotées sur le marché principal de la Bourse de Londres doivent rendre compte de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Toutes les entreprises devraient être assujetties à la même norme.

Réforme du régime fiscal

Faut-il passer de l'impôt sur le revenu à la taxe d'accise?

Impôt sur le revenu

- Taxe sur la productivité et les économies
- Régime progressif en apparence équitable : ceux qui ont davantage de moyens devraient payer plus d'impôt.
- Mais l'évasion et les échappatoires fiscales amoindrissent le caractère progressif de ce régime.

- L'abolition de l'impôt sur le revenu stimulerait la motivation des gens au travail et encouragerait les entreprises à s'installer au Canada.
- L'abolition de la *Loi de l'impôt sur le revenu* permettrait d'économiser des milliards de dollars en frais administratifs; en outre, les particuliers ne seraient plus tenus de déclarer leurs renseignements financiers au gouvernement.

Ou

Taxe d'accise

- Taxe sur la consommation et les dépenses
- Régime relativement régressif en apparence inéquitable : la proportion de taxes versées par les pauvres serait plus élevée que celle qu'ils acquittent sous le régime de l'impôt sur le revenu.
- Par contre, les remboursements de taxes et les crédits d'impôt basés sur le revenu familial et la taille de la famille permettraient d'amoinrir le caractère régressif de ce régime.
- Des taxes d'accise plus élevées favorisent l'épargne et la réduction des dépenses et augmentent la pression à vivre selon nos moyens afin d'éviter de les payer.
- Il faudrait accroître les pouvoirs de l'Agence des services frontaliers du Canada afin de freiner les achats transfrontaliers en appliquant le taux de taxe d'accise nationale aux produits achetés de l'autre côté de la frontière.

Préoccupations environnementales et régime fiscal

- Il faudrait élaborer un plan global d'incitatifs et de pénalités qui s'appliquerait aux coûts environnementaux.
- Le principe du Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être de l'Ontario devrait être élargi afin qu'il s'applique aux dépenses engagées par toute entité en vue d'améliorer l'environnement (par exemple un crédit d'impôt pour les dépenses engagées en vertu de plans de gestion forestière).
- Établir un mécanisme de marché pour fixer le prix du carbone. Il faudrait régler la question en choisissant soit d'imposer une taxe sur le carbone ou d'adopter un système de plafonnement et d'échange, et prendre les mesures nécessaires en conséquence.

Rôle du gouvernement : Subventions et renflouements

Nous devons nous poser les questions suivantes.

- Comment est-ce que le Canada peut faire preuve de plus de souplesse dans le domaine économique?

- Est-il viable de distribuer des incitatifs financiers dans le but de préserver des emplois à court terme?
- Au lieu de soutenir des industries en décroissance, comment pourrait-on développer les compétences des travailleurs pour le futur?
- Quels sont les secteurs essentiels pour notre économie et nos valeurs?
- Qui mérite d'obtenir une subvention du gouvernement?

Quel devrait être le profil énergétique du Canada dans 50 ans?

Sur le plan énergétique, le Canada est passé d'utilisateur de bois de chauffage dans des cabanes en bois rond jusqu'à un rôle de premier plan dans la production de l'uranium (1/3 de l'approvisionnement mondial) et de l'hydroélectricité (16 % de l'approvisionnement mondial). Le Canada occupe aujourd'hui le cinquième rang parmi les pays producteurs d'énergie et se classe parmi les dix premiers en ce qui concerne la promotion de toutes les formes de développement énergétique. Le secteur énergétique représente actuellement 9,5 % du PIB du Canada et amène une valeur ajoutée dans d'autres secteurs, notamment ceux des finances et du commerce de détail. À hauteur de plus de 105 milliards de dollars, les produits énergétiques constituent la plus importante exportation du Canada et représentent 22,7 % de l'ensemble des exportations de marchandises en 2012. Sur le marché intérieur, près de 75 % de nos besoins énergétiques sont comblés à l'aide de combustibles fossiles non renouvelables.

L'avenir du Canada repose sur notre capacité à maintenir notre position comme chef de file mondial dans le secteur énergétique. Toutefois, plusieurs questions épineuses demeurent irrésolues.

Quelles sources d'énergie le Canada devrait-il utiliser à l'avenir et quel rôle doit-il jouer sur le marché mondial de l'énergie?

Quelles sont nos aspirations futures en ce qui touche le profil énergétique du Canada?

Direction prise

Consommation

- La demande canadienne en énergie continue de croître à un taux d'environ 1 % par an.

- La majeure partie de l'énergie consommée est encore fournie par des ressources non renouvelables.
- Les centrales au gaz naturel ont remplacé celles au charbon pour la production d'électricité et les applications industrielles.
- La proportion d'énergie assurée par des ressources renouvelables a peu progressé.

Production

- La production de ressources naturelles au Canada a commencé à ralentir.
- Les réserves s'épuisent en raison du développement rapide pour satisfaire la demande mondiale.
- La production de ressources demeure une source dominante de richesse économique pour le Canada, alors qu'aucune industrie de remplacement ne se profile à l'horizon.

OU

Direction qu'il faudrait prendre

Consommation

- La demande canadienne en énergie a reculé par rapport aux niveaux actuels.
- La société a délaissé la culture de consommation.
- Les interactions économiques sont davantage axées sur la collectivité.
- La majeure partie de l'énergie consommée est fournie par des ressources renouvelables (p. ex. énergie éolienne, solaire).
- L'utilisation du charbon a été complètement éliminée.
- Les véhicules électriques ont remplacé les véhicules à essence.

Production

- La production de ressources naturelles a considérablement reculé par rapport aux niveaux actuels.
- À la suite des efforts déployés par le Canada en ce sens, la production est axée sur l'augmentation de la demande mondiale pour de l'énergie renouvelable.
- Le Canada est le principal exportateur de technologies propres.

Quelles politiques et mesures nous aideront à atteindre ces objectifs?

Collaboration entre tous les ordres de gouvernement

- Il est nécessaire que les gouvernements provinciaux et fédéral s'engagent dans la voie à suivre en harmonisant leurs politiques énergétiques.

- Les politiques peuvent varier selon les provinces, mais elles doivent toutes viser à atteindre un même objectif ultime pour le Canada.
- Les provinces et le fédéral doivent s'efforcer d'harmoniser leurs politiques dans certains secteurs clés, notamment les suivants :
- Assurer un approvisionnement énergétique équilibré pour l'ensemble du pays au cours des cinquante prochaines années.
- Établir des cibles canadiennes en matière d'émissions selon les régions et les industries.
- Assurer la réglementation et la gestion de l'énergie.
- Collaborer avec les parties intéressées, y compris les groupes autochtones.

Dépenses gouvernementales axées sur les technologies propres

- Verser la totalité des fonds recueillis au titre des redevances pétrolières dans des fonds souverains provinciaux.
- S'inspirer du modèle norvégien, mais établir une structure de gouvernance visant à favoriser les investissements dans les technologies propres.
- Réaffecter au secteur des technologies propres les fonds gouvernementaux pour la recherche et le développement.
- Envisager la possibilité de financer expressément des initiatives gouvernementales visant à résoudre les problèmes causés par le changement climatique.

Modification du comportement des entreprises

- Par le passé, les incitations fiscales visaient à récompenser les entreprises qui créaient de l'emploi.
- Proposer une combinaison d'incitations et de remboursements pour récompenser le développement responsable et les gains d'efficacité.
- Les besoins énergétiques pour le développement de ressources sont comblés par des sources non renouvelables.
- Réglementer et établir des mesures incitatives afin d'encourager les entreprises à utiliser l'énergie renouvelable pour l'extraction des ressources là où la colocation est possible.
- Réduire les coûts environnementaux de la production tout en permettant la diversification des emplois et des industries.

Avenir de l'alimentation

L'alimentation en premier

Les Canadiens du futur auront accès aux produits agricoles produits au Canada avant qu'on les exporte. Un accès équitable permettra d'assurer la sécurité alimentaire tout en créant des emplois chez nous. Ceci dit, les échanges internationaux représenteront une part importante de notre économie. Le Canada

bénéficie de riches terres agricoles; les surplus qu'il produit seront exportés. Par conséquent, on va diminuer la quantité de nourriture gaspillée. Sachant que les aliments sont produits chez nous, les Canadiens mangeront davantage de produits locaux. En gardant au Canada la nourriture produite au Canada, on pourra assurer nos ressources pour le futur.

Acheminement des produits

Les Canadiens devraient se sentir concernés par les méthodes de production de la nourriture et la façon dont elle est acheminée vers leurs maisons. Il est nécessaire d'adopter une approche sensée pour le transport des aliments dans l'ensemble du Canada. Un système qui, en se fondant sur les faits et statistiques, serait capable de mesurer et de prévoir la quantité de nourriture requise, ainsi que la période et l'endroit où elle doit être acheminée, pourrait contribuer à réduire le gaspillage.

En ce qui touche le système de transport, on pourrait recommander la construction d'un chemin de fer à deux voies dans les provinces de l'Ouest, ce qui permettrait de transporter plus de produits vers les marchés. Pour réduire l'impact environnemental, les trains fonctionneraient au biodiesel. On utiliserait également l'énergie solaire et le magnétisme pour réduire la friction. Des trains rapides aideraient à éviter la dégradation de la nourriture et à réduire l'utilisation des autoroutes.

La ferme (désuète et rétrograde) à Mathurin

Les agriculteurs de l'ancienne génération répugnent souvent à adopter de nouvelles technologies novatrices. Il serait donc avantageux, tant sur le plan économique qu'environnemental, de proposer des incitatifs aux agriculteurs pour les encourager à adopter des technologies agricoles de pointe. On constate un manque de jeunes agriculteurs au Canada. Par conséquent, il faut créer de meilleures mesures incitatives pour encourager les jeunes à choisir cette voie. Ces mesures seraient d'autant plus efficaces si l'on réduisait le fardeau bureaucratique associé à l'entrée dans le secteur de l'agriculture. Dans 50 ans, il y aura une nouvelle génération d'agriculteurs. Il est donc important de favoriser les relations fructueuses entre les agriculteurs et les décideurs et de mieux les informer à l'avenir.

Alors que le secteur agricole est en pleine transformation, il sera important de conserver les terres agricoles actuelles. Compte tenu de la croissance démographique mondiale, une fois que des terres sont converties pour servir d'habitat humain, il est presque impossible de les récupérer à des fins agricoles. Les terres agricoles constituent une ressource limitée; nourrir la population devrait être une priorité.

Le Canada de l'avenir remettra l'accent sur l'agriculture à petite échelle dans les zones rurales. On pourra ainsi réduire le nombre et la taille des fermes industrielles, affaiblissant par le fait même leur monopole sur les marchés des bestiaux et des cultures. Les fermes d'élevage industrielles concentrent les dommages

environnementaux. Dans le Canada de l'avenir, l'agriculture industrielle sera chose du passé.

Les OGM – Faut-il en avoir peur?

Les plantes génétiquement modifiées occuperont une place prédominante dans le secteur agricole au cours des cinquante prochaines années, particulièrement parce que leur culture nécessite beaucoup moins d'apports, notamment moins d'eau. Il sera d'autant plus important de renforcer le secteur public de la recherche scientifique pour s'assurer que les chercheurs travaillent au développement de techniques de pointe qui pourront servir au pays et à l'étranger. La modification des plantes cultivées contribue à augmenter le rendement et à améliorer la santé des cultures. À l'avenir, il sera important de protéger les variétés de plantes patrimoniales pour s'assurer de bien documenter les modifications génétiques apportées au fil du temps. On continuera d'utiliser de nombreux pesticides, herbicides et engrais synthétiques dans les champs. Toutefois, ces produits seront plus efficaces et moins dommageables pour l'environnement, réduisant par le fait même la pollution et la contamination (des cours d'eau par exemple) attribuables à l'agriculture.

Dans le Canada du futur, la population des abeilles aura été stabilisée et on aura compris et résolu leurs problèmes de santé. Il est essentiel de protéger les pollinisateurs pour assurer la vigueur de notre industrie alimentaire. Toutes les espèces animales sauvages seront protégées dans le Canada de l'avenir, puisqu'on aura créé un juste équilibre entre les régions d'agriculture intensive et les réserves fauniques pour assurer la stabilité des espèces et le maintien de la biodiversité.

Éducation agricole

Actuellement, les Canadiens n'ont pas une compréhension exacte de la signification de termes qu'ils entendent comme « biologique », « OGM » et « élevé en liberté ». En renseignant les Canadiens sur les questions agricoles, on pourrait supprimer de nombreuses idées fausses concernant l'industrie alimentaire. Il faudrait en outre mieux régir les normes et pratiques de la culture biologique à l'avenir. Dans le Canada de l'avenir, les citoyens connaîtront tous les secteurs de l'industrie agricole, quelle que soit la principale industrie de leur province ou territoire. Cet enseignement doit être intégré dans les programmes d'études destinés aux enfants de tout âge. Les citoyens apprendront à pratiquer l'agriculture à petite échelle pour comprendre la nature des aliments, d'où ils viennent et comment ils sont produits. Le tourisme agricole constituera une industrie en pleine croissance. Des fermes de toutes sortes seront plus accessibles au public, qu'il s'agisse de fermes de culture ou d'élevage traditionnelles, de vignobles ou de piscicultures. Le tourisme agricole contribuera à la croissance économique locale et aidera à inspirer des sentiments positifs d'appartenance à la collectivité et d'intégration à l'environnement et à la terre où nous vivons.

Gouvernance autochtone des ressources naturelles

Absence de participation et visions du monde différentes

Nous avons cerné deux problèmes majeurs qu'il importe de régler afin de favoriser la gouvernance des ressources par les Autochtones.

Le premier est l'absence de participation des Autochtones au processus en vigueur. Actuellement, soit on invite les Autochtones à participer à un processus de consultation sans intérêt et superficiel, soit on les ignore complètement. Il serait utile de résoudre ce problème de participation afin de trouver des solutions futures.

Le deuxième problème important associé à la gouvernance des ressources par les Autochtones tient à la difficulté de concilier les visions du monde occidentales et autochtones. Par exemple, de nombreuses nations autochtones ont une relation unique avec l'environnement et l'économie. Elles se perçoivent comme faisant partie de l'environnement et de l'écosystème. Elles ne se considèrent pas comme propriétaires des ressources naturelles et ne pensent pas à les maîtriser, mais plutôt coexistent avec elles de façon harmonieuse. Par contre, selon la vision du monde occidental, les êtres humains sont en position de domination par rapport à l'environnement, qui est perçu comme un moyen pour arriver à des fins. Ici encore, les solutions proposées devraient tenir compte des deux points de vue.

Complexité de l'enjeu

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la gouvernance des Autochtones est un enjeu difficile à résoudre. Dans un premier temps, comme la plupart d'entre nous ne sommes pas Autochtones, il nous est difficile de comprendre en profondeur leur point de vue sur cet enjeu. La diversité au sein de la grande nation des peuples autochtones est immense – les approches et les points de vue sont variés. La longue histoire des relations entre le Canada et les peuples autochtones est un autre obstacle à surmonter. Les efforts systématiques déployés par le gouvernement du Canada pour détruire la langue, la culture et l'esprit des Autochtones se répercutent sur les relations actuelles, c'est-à-dire que les décisions prises par nos ancêtres nuisent inévitablement à nos efforts visant une meilleure gouvernance des ressources naturelles par les Autochtones. En dépit de cela, nous ne sommes pas prisonniers de notre passé et nous pouvons progresser ensemble.

Repenser le modèle de prise de décisions

Les projets d'extraction et de gestion des ressources naturelles sont approuvés selon une méthode qui pourrait être reformulée afin de remédier aux deux problèmes cités ci-dessus.

Le principe de pouvoir est primordial lorsqu'on examine la gouvernance des ressources naturelles par les Autochtones. Une façon de progresser vers ce but serait d'accorder un droit de veto aux Autochtones et de faire en sorte qu'ils ne

soient pas seulement consultés, mais qu'ils puissent aussi participer activement au processus décisionnel. Une autre piste de solution pourrait être d'appliquer des méthodes de prise de décisions fondées sur la vision du monde et les principes des Autochtones.

Les Autochtones dirigent la planification et la gestion des ressources naturelles.

Les Autochtones devraient pouvoir diriger et planifier le comment, le quand, le quoi et le pourquoi des questions liées aux ressources naturelles. Ils devraient pouvoir intégrer leur vision du monde et de l'environnement dans le processus. Cette vision du monde met de l'avant le principe d'écosystème, en ce sens que l'humain fait partie de l'environnement. Il importe de mieux comprendre cette vision et de l'intégrer dans les processus de planification et de gestion de ressources naturelles. La situation actuelle prône la recherche constante du profit, ce qui ne peut fonctionner dans le cas de ressources naturelles non renouvelables et limitées.

Concepts concrets à considérer

Présentement, selon la Constitution du Canada, les provinces conservent le contrôle sur les ressources naturelles à l'intérieur de leurs frontières. Mais, en réalité, ces ressources se trouvent sur des terres non cédées. Au cours des cinquante prochaines années, nous envisageons un amendement de la Constitution qui redonnerait aux Autochtones la possession des ressources naturelles sur leurs territoires. En ce moment, le statu quo ne correspond pas à notre vision de la gouvernance autochtone des ressources naturelles.

Réparation?

Il faudrait explorer la question de la réparation pour les dommages causés à l'environnement et les conséquences du changement climatique à laquelle auraient droit les Autochtones. Il faut se poser plusieurs questions : Qu'est-ce que la réparation? Comment pourrait-on accorder une réparation sous une forme autre que monétaire? La réparation est-elle une solution? Quelle est l'opinion des Autochtones concernant la notion de réparation?

Arctique!

Un cas actuel et urgent : Au cours des cinquante prochaines années, l'Arctique deviendra certainement la prochaine cible du Canada pour l'extraction de ses ressources naturelles. Le gouvernement actuel s'efforce déjà d'établir sa souveraineté dans la région. Voici donc une occasion d'utiliser un modèle différent de prise de décision et de planification gérée par les peuples autochtones dans le Nord canadien.

Santé et bien-être

Soins de santé de qualité pour tous

En tant que Canadiens, nous nous devons de réinventer notre système de soins de santé universel, qui est source de fierté nationale pour la plupart, mais ne répond pas aux besoins de nombre d'entre nous. Parmi les nombreux aspects du système à réformer, mentionnons ses politiques inadaptées ainsi que l'absence de services équivalents destinés aux Autochtones d'un bout à l'autre du pays. Il faut régler les problèmes d'accessibilité à des soins de santé de qualité pour tous les citoyens du Canada en mettant l'accent sur la médecine préventive et les déterminants sociaux, et en assurant la proactivité du système en ce qui touche la santé et le bien-être. Il faut aborder de front les défis en matière de santé mentale en adoptant diverses politiques, notamment des lois antidiscriminatoires, pour protéger les droits et la dignité des personnes souffrant de maladie mentale. Il est essentiel d'entreprendre une réforme structurelle globale et d'innover dans le domaine des soins de santé si nous voulons remplir la promesse renouvelée faite à l'ensemble des citoyens canadiens de leur offrir des soins de santé de qualité, efficaces et efficaces. Si l'on procède à une réforme réfléchie de notre système de soins de santé en faisant place à la compassion et à l'inclusion ainsi qu'à la recherche intensive, le Canada demeurera un modèle pour les autres pays du monde en ce qui touche la prestation de soins de santé universels de qualité.

Aperçu du régime d'assurance-maladie du Canada

1947

La Saskatchewan est la première province à avoir adopté un projet de loi concernant la création d'hôpitaux subventionnés par des fonds publics. Cela s'est avéré fort populaire et a amené une série de changements. Ce modèle a été par la suite adopté par les autres provinces. Le reste appartient à l'histoire. Le système de santé canadien a continué son évolution en ayant recours de plus en plus à des fonds publics.

Dépenses consacrées aux soins de santé au Canada

Actuellement le secteur public canadien assume la plus grande partie des coûts des soins de santé, dont la répartition est illustrée dans le graphique suivant. Il convient de noter, dans cette répartition, les coûts pharmaceutiques dont la plupart sont actuellement assumés par les particuliers.

Dépenses mondiales actuelles

Comparativement aux autres pays de l'OCDE, le Canada se situe dans la moyenne en ce qui concerne les dépenses actuelles du système de santé par rapport au PIB. Il est important de mentionner que les services subventionnés de notre système de santé

varient beaucoup surtout dans les secteurs de la dentisterie, de l'optométrie et des services pharmaceutiques.

Le futur

Comme par le passé, le système de soins de santé du Canada continuera d'évoluer. Le débat actuel concernant l'assurance-maladie aux États-Unis a traversé la frontière; des recours judiciaires devant la Cour suprême contestent le contrôle exercé par le secteur public sur les soins de santé au Canada. En dehors de toute idéologie, il faut choisir les méthodes de prestation des soins de santé de l'avenir en fonction des données probantes fournies par la recherche et non de phrases toutes faites.

L'avenir des services de santé au Canada

Couverture universelle

Le système des soins de santé est de compétence provinciale. De ce fait, les services couverts par le régime d'assurance-maladie ne sont pas tous les mêmes dans les provinces et les territoires. Actuellement, les résidents canadiens qui doivent obtenir des services médicaux dans une autre province que celle où ils résident peuvent être désavantagés par rapport aux résidents de la province en question. Tous les Canadiens devraient recevoir les soins nécessaires, peu importe la région du pays où ils se trouvent.

Accessibilité

Dans notre situation actuelle, les populations défavorisées, que ce soit sur le plan économique ou social, sont les plus enclines à souffrir de divers problèmes de santé. Paradoxalement, ce sont ces populations qui éprouvent le plus de difficulté à accéder au système de santé dans sa forme actuelle. Tous les Canadiens devraient avoir un accès égal aux services médicaux, peu importe leur situation socioéconomique.

Transparence et habilitation

L'un des problèmes les plus importants auxquels font face les patients canadiens aujourd'hui tient à l'accès restreint aux renseignements concernant leur propre santé. De ce fait, les patients ne peuvent prendre des décisions médicales éclairées, ce qui se traduit par des rapports d'autorité entre le médecin et son patient. Tous les Canadiens devraient pouvoir faire des choix concernant leur santé.

Proactivité

Actuellement, les domaines de la recherche médicale les plus subventionnés sont ceux qui coïncident avec les intérêts des entreprises privées. Cela fait en sorte que nous investissons notre capital de recherche limité dans les sphères que privilégient les grandes entreprises, au détriment des besoins publics. Il semble que les enjeux actuels en médecine ont toujours eu une longueur d'avance sur nos efforts pour les

contrecarrer. Tous les Canadiens méritent un gouvernement qui favorise la proactivité dans le domaine de la santé.

Innovation

Il semble que la lourdeur bureaucratique dans le domaine médical constitue un obstacle à la créativité et à l'adoption de pratiques novatrices. Les milieux communautaires sont des incubateurs de changements qui, s'ils étaient mis en œuvre efficacement à l'échelle nationale, pourraient considérablement augmenter l'efficacité de notre système de santé. Tous les Canadiens méritent des services médicaux de la plus haute qualité.

Rétablissement des communications

Notre système de soins de santé souffre d'un manque flagrant de communication entre les divers niveaux qui le composent. Par conséquent, les professionnels de la santé n'ont pas une vue d'ensemble de l'état de santé de leurs patients. Dans nombre de cas, cette absence de communication peut donner lieu à des erreurs diagnostiques, qui pourraient entraîner une aggravation de la pathologie du patient. Tous les Canadiens devraient avoir droit à des évaluations diagnostiques optimales.

Nutrition

Selon certains arguments, il serait avantageux que le système de santé public assume une plus grande partie des dépenses pharmaceutiques. À première vue, l'adoption de politiques en ce sens entraînerait de toute évidence une augmentation absolue des coûts financiers associés au système de soins de santé. Toutefois, on pourrait aussi faire valoir que l'achat en gros présenterait des avantages économiques; nous payons actuellement 30 % de plus que les autres pays de l'OCDE pour les produits pharmaceutiques. En outre, il est avantageux de vivre dans une société où l'on peut obtenir gratuitement les médicaments dont on a besoin.

Recherche sur les antibiotiques

Les antibiotiques ont révolutionné la médecine moderne. Cependant, si nous ne prenons pas des mesures immédiates, nous risquons d'assister à un revirement de situation où des infections mineures seront mortelles. Il y a à peine un siècle, le quart des décès était causé par des infections bactériennes (Sir John Saville, *The Independent*, 17 juillet 2014). Au cours des cinquante prochaines années, il est bien important de ne pas freiner le progrès des cent dernières années. Très loin d'être insurmontables, ces problèmes exigent cependant que nous reconnaissons leur gravité.

Récemment, le Royaume-Uni a été le leader dans ce domaine. Il peut servir d'exemple aux autres pays comme le Canada. Les sept conseils de recherche du Royaume-Uni (organisations responsables de la distribution des fonds de

recherche) ont récemment annoncé leur entente de collaboration dans le secteur du développement des antibiotiques. Une collaboration de ce type est essentielle et peut servir de modèle pour l'administration canadienne dans les années à venir. Le Conseil national de recherches canadien doit prioriser les recherches visant le développement de nouveaux antibiotiques.

Rôle de la Couronne

Il existe une possibilité intéressante pour la création d'entreprises régies par le gouvernement. Ces entreprises auraient pour mandat la production et la distribution des médicaments génériques. Étant donné la nature profitable de ce secteur de l'industrie pharmaceutique, il est normal de croire que les provinces et le Canada pourraient économiser en produisant et en distribuant des médicaments au coût de production sans faire de profit.

Comment atteindre nos buts?

- Centralisation du système de soins de santé à l'échelon national et adoption d'un système d'assurance national
- Promotion d'un système dans lequel l'accès varie en fonction du statut socioéconomique de l'individu
- Accessibilité de l'information sur la santé, pour transformer le rapport d'autorité entre le médecin et le patient en relation de collaboration
- Subvention et promotion de la recherche liée à des fonds publics, de la collaboration internationale et du partage des idées
- Mise en œuvre d'un meilleur système de communication à divers niveaux – de l'échelon de la clinique jusqu'à l'échelle nationale
- Mise à l'échelle de projets pilotes réussis à un niveau national

Chaque Canadien à droit à l'égalité d'accès à des services de santé de qualité.

Peu importe

le lieu de résidence, la condition économique, le sexe, l'orientation sexuelle et l'état de personne handicapée ou valide

Égalité d'accès à l'avenir

Les facteurs tels que le revenu, le niveau de scolarité, la profession et le lieu de résidence peuvent influencer directement sur la santé.

Objectifs

- Le gouvernement (fédéral, provincial et territorial) doit assumer la responsabilité de faire observer la *Loi canadienne sur la santé*.
- Confier un mandat aux professionnels de la santé selon lequel ils seraient tenus de suivre des cours et de participer à des séminaires afin d'approfondir leurs connaissances sur les antécédents culturels et sociaux de leurs patients.

Culture autochtone Culture noire Communauté LGBTQ Diverses religions Divers handicaps Francophones

- D'ici 2064, toutes les personnes au Canada auront accès aux mêmes soins de santé de qualité, peu importe leur lieu de résidence, leur race, leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur religion, etc.

Considérations

Au Canada, la population bénéficie d'un accès garanti aux services de santé en vertu de la *Loi canadienne sur la santé*. L'avortement est considéré comme un service assuré et financé, ce qui signifie que les femmes ne devraient pas avoir à payer pour se faire avorter au Canada. Toutefois, l'accès aux services d'avortement est plutôt restreint au pays. Par exemple, au Nouveau-Brunswick, il n'y a que deux hôpitaux qui offrent des services d'avortement. En outre, l'avortement doit être pratiqué par un gynécologue et n'est autorisé que s'il est considéré comme étant médicalement nécessaire par deux médecins. Ainsi, en n'assurant pas un accès adéquat à des services d'avortement, le gouvernement du Nouveau-Brunswick se décharge de sa responsabilité de faire respecter la *Loi canadienne sur la santé*.

Le système de soins de santé a le devoir de garantir une accessibilité aux mêmes soins de santé de qualité et un traitement équitable pour l'ensemble de la population canadienne.

Santé des Autochtones

1. Nous espérons que les statistiques sanitaires concernant les Autochtones concorderont avec celles pour l'ensemble de la population canadienne.

1.1 Nous pensons notamment aux statistiques sur les conditions suivantes : diabète, tuberculose, maladies du cœur, taux de suicide, accident vasculaire cérébral, morts violentes, grossesse chez les adolescentes, ITS, espérance de vie, violence familiale et ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale.

2. Il faudrait établir un processus de consultation de nation à nation avec les Autochtones sur les méthodes optimales visant à pallier les problèmes de santé attribuables aux sévices subis dans les pensionnats.

2.1 Les membres de la collectivité, les guérisseurs traditionnels, les représentants de la médecine moderne, les chefs et conseils ainsi que le personnel médical en place devraient participer aux consultations.

2.2 Pour que ce processus de consultation donne les résultats escomptés, il est essentiel de bâtir un véritable partenariat et de tenir compte des suggestions et des propositions recueillies lors des consultations au moment d'élaborer les programmes.

2.3 Cette initiative doit inclure les Premières Nations, les Métis et les Inuits. Il faut aussi assurer la participation des Autochtones dans les réserves et hors des réserves, notamment les Autochtones en milieu urbain.

Santé des collectivités nordiques et rurales

Les collectivités nordiques et éloignées sont très importantes pour le Canada. Les vastes étendues dont les ressources minières recèlent des possibilités de croissance économique donneront lieu à une explosion démographique au cours des prochaines décennies.

À mesure que notre population s'accroîtra, les besoins médicaux augmenteront de façon spectaculaire, de sorte que nous aurons besoin d'hôpitaux mieux équipés, de nouveaux services de soins de santé de proximité, d'un plus grand nombre de médecins généralistes et de spécialistes à plein temps.

En raison de l'isolement de nombreuses collectivités nordiques, nombre de patients doivent être transportés ailleurs pour recevoir les traitements médicaux dont ils ont besoin. Lorsqu'ils sont ainsi déplacés seuls loin de leur collectivité, ils n'ont plus le soutien affectif ou psychologique des membres de leur famille ou de leurs amis. Par exemple, si une femme enceinte et son bébé à naître sont en danger, elle doit être transportée par avion vers le sud parce que les professionnels de la santé ou les installations nécessaires ne se trouvent pas sur place.

Ce système n'est pas pratique parce qu'il est coûteux, peu convivial et chronophage et qu'il pourrait même mettre des vies en danger. Des hôpitaux dotés de tout l'équipement nécessaire et de médecins spécialistes à plein temps permettraient de remédier à ce problème.

On manque de services de proximité dans les collectivités nordiques. Il faudrait offrir davantage de services en santé mentale afin de lutter contre les taux élevés de grossesse précoce, de maladies mentales, de toxicomanie et de suicide. Au Nunavut, les femmes doivent quitter le territoire et se rendre à Winnipeg pour se faire avorter. Les hommes et femmes politiques devraient accorder la priorité aux besoins des femmes en matière de santé. En outre, il faudrait construire des centres de jeunesse pour assurer le mieux-être des jeunes Canadiens.

Le maintien en poste de professionnels de la santé constitue un autre défi. Le Yukon a mis sur pied un programme pour financer les études en médecine des résidents qui reviennent travailler dans le territoire, mais ce programme n'est pas suffisamment publicisé. Il faudrait l'élargir à l'ensemble des territoires pour optimiser son efficacité. Pour augmenter le nombre de médecins locaux, il serait utile d'offrir des programmes d'études en médecine financièrement accessibles dans les territoires.

Les collectivités nordiques sont très importantes pour le Canada. Nous devons donc assurer le bien-être de leurs habitants. Des programmes de maintien en poste des médecins et d'éducation médicale, la mise sur pied de services de proximité, la construction d'hôpitaux polyvalents et la prise en considération de la proximité géographique dans l'évaluation de l'accessibilité des services de soins de santé permettront d'améliorer la qualité de vie.

Compte tenu de la croissance démographique, il est nécessaire d'améliorer les soins de santé.

Sensibilisation à la santé mentale

Il est temps que les gens s'intéressent davantage à la santé mentale. On ne parle pas ouvertement des problèmes de santé mentale, car on les considère comme sujet de honte parce qu'ils sont mal compris. Les gens en ont peur, comme si les maladies mentales étaient contagieuses. Il faut encourager les gens à en parler ouvertement, sinon avec enthousiasme, du moins en s'appuyant sur une base solide de connaissances et une meilleure compréhension des problèmes de santé mentale et des mesures à prendre pour aider ceux qui en souffrent.

Que VOULONS-nous?

- Société exempte de toute forme de stigmatisation

- Sensibilisation et éducation
- Compréhension universelle des problèmes de santé mentale – depuis le Canadien type jusqu’aux directeurs d’entreprises et aux membres du gouvernement.

C’est bien beau de parler de l’importance de la sensibilisation, encore faut-il établir une stratégie réaliste pour faire face à ces problèmes.

Que faut-il FAIRE?

- Cesser de prêcher à des convertis
- Élaborer des stratégies de marketing visant à joindre d’autres publics
- Mener des campagnes virales (comme celle du Défi du seau d’eau glacée pour la sensibilisation à la sclérose latérale amyotrophique [SLA])
- Se servir de la littérature grand public (par exemple le roman **Nos étoiles contraires** [*The Fault in Our Stars*], qui raconte l’histoire de deux adolescents atteints de cancer, a ému de nombreuses personnes)
- Mettre en œuvre des stratégies qui se sont révélées efficaces pour atténuer la stigmatisation (associée au VIH, par exemple)
- Favoriser l’éducation en milieu scolaire et auprès des parents de même qu’au sein du personnel affecté au secteur des soins de santé physique et mentale (depuis les réceptionnistes et les infirmières de triage jusqu’aux médecins et chirurgiens spécialisés)
- Poursuivre la recherche en santé mentale

Mettre fin à la stigmatisation

Considérations

Le suicide et l’automutilation sont les principales causes de décès chez les premières nations de 44 ans et moins.

Le taux de suicide est cinq ou six fois plus élevé chez les jeunes Autochtones que chez les non autochtones. Le taux de suicide des hommes des Premières nations est de 126 par 100 000 contre 24 par 100 000 pour les hommes non autochtones. Dans le cas des femmes des Premières nations, le taux de suicide est de 35 par 100 000 contre seulement 5 par 100 000 pour les femmes non autochtones. (Institut canadien de la santé infantile, 2000). Les taux de suicide chez les jeunes Inuits sont parmi les plus élevés au monde, à 11 fois la moyenne nationale. (*Profil statistique de la santé des Premières nations au Canada pour l’année 2000*, Santé Canada, 2003)

Accès aux services en santé mentale

Plusieurs personnes ayant un ou plusieurs problèmes de santé mentale n’ont pas accès à des soins appropriés parce qu’elles sont mal

informées, qu'elles ne cherchent pas de l'aide ou qu'elles se voient refuser les soins.

Fait saillant

Un Canadien sur cinq souffrira de problèmes de santé mentale (Institut canadien d'information sur la santé, 2012)

Accès

Problème

Ressources et information : les ressources et l'information disponibles sur la santé mentale sont très difficiles à trouver, et souvent peu détaillées et même incomplètes.

Recommandations

Offrir un accès gratuit, rapide, simple et complet aux ressources et à l'information. Elles devraient être accessibles au même endroit et être de la même qualité que les ressources et l'information sur la santé physique.

Problème

Médecine douce et holistique : les méthodes de médecine douce et holistique et les autres traitements et approches du même genre sont peu encouragés et très coûteux.

Recommandations

Intégrer la médecine douce et holistique et les autres traitements et approches du même genre dans le système de santé actuel. Il faut reconnaître la valeur de ces méthodes, car elles aident beaucoup de patients souffrant de maladies mentales.

Accorder des subventions pour ces méthodes et approches afin de permettre aux personnes qui n'auraient pas les moyens d'en assumer les coûts d'y avoir recours.

Fait saillant

Cinq cent mille Canadiens ne sont pas aptes à travailler dans une semaine donnée pour cause de problème de maladie mentale (Centre de toxicomanie et de santé mentale, 2012).

Accès

Problème

Emplacement géographique : aucun moyen de transport n'est offert aux personnes qui habitent loin d'un centre de santé ou ne sont pas en mesure de s'y rendre par elles-mêmes.

Recommandation

Offrir un système de transport adapté aux personnes ne pouvant se rendre au centre de santé. Mettre sur pied un système de transport d'urgence adapté pour celles qui ont besoin de recevoir des soins dans l'immédiat.

Problème

Temps d'attente : il est nécessaire d'avoir une recommandation d'un médecin généraliste pour obtenir le remboursement de la consultation auprès d'un psychiatre par l'assurance-maladie publique, ce qui ralentit le processus.

Les personnes ayant un problème de santé mentale qui se présentent à l'urgence sont considérées comme les cas les moins urgents.

Les professionnels de la santé agissant comme premier répondant ne sont pas suffisamment outillés et/ou formés pour soigner les patients ayant un problème de santé mentale.

Recommandation

Réduire la bureaucratie dans le système de santé pour faciliter l'accès aux spécialistes en santé mentale, qu'il s'agisse de psychiatres ou d'autres spécialistes.

Mettre sur pied un système d'urgence destiné aux personnes souffrant de problème de santé mentale. Cependant, les patients qui consultent le service d'urgence doivent avoir accès aux autres services de l'hôpital.

Des spécialistes de la santé mentale doivent être présents à l'urgence pour rencontrer les patients ayant une souffrance physique afin d'évaluer si l'origine du problème de santé n'est pas psychique.

Services de soutien en santé mentale

Tout le monde est concerné par la santé mentale. Chaque Canadien a le droit de recevoir des services de soutien de qualité lui permettant d'améliorer sa santé physique et mentale générale.

Soutient

Enjeu

La discrimination associée à la maladie mentale, qui est encore très largement acceptée dans notre société, risque de décourager les personnes atteintes d'aller chercher de l'aide ou d'informer leur employeur au sujet de leur maladie.

Proposition

Instaurer une politique fédérale antidiscriminatoire à l'égard des personnes atteintes de maladie mentale qui serait assimilée à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et prévoirait en cas d'infraction toutes les peines fédérales existantes sanctionnées par les tribunaux et les lois du Canada.

Enjeu

Absence d'un fonds « créé par le Canada » pour l'innovation en santé mentale afin d'aider les chercheurs à adapter adéquatement de nouvelles techniques en fonction de l'évolution de notre société.

Proposition

Mettre sur pied un fonds national pour l'innovation en santé mentale afin d'appuyer les chercheurs, qui s'efforcent constamment d'élaborer de nouveaux programmes de prévention et de créer des initiatives et des pratiques adaptées aux besoins des divers milieux démographiques au Canada, et d'assurer la prestation efficace des meilleurs services qui soient à tous les Canadiens.

Enjeu

Absence d'intervention de la part du gouvernement à l'égard des constatations issues de la recherche qui ont été formulées par la Commission de la santé mentale du Canada.

Proposition

Le gouvernement fédéral canadien devrait mettre en œuvre les recommandations formulées par la Commission de la santé mentale du Canada, notamment faire passer la part du financement affecté aux services en santé mentale de 7 à entre 9 et 12 % et offrir un service d'écoute téléphonique permanent aux personnes souffrant d'un problème de santé mentale ainsi qu'un service téléphonique d'information sur la santé mentale.

Enjeu

Il n'existe aucun système efficace et opportun de suivi ou de renvoi vers des spécialistes en santé mentale pour les personnes qui ont récemment reçu leur congé d'une unité de soins de santé mentale ou qui sont en voie de transition entre l'adolescence et l'âge adulte ou entre l'école secondaire et un établissement d'enseignement postsecondaire ou un autre milieu.

Proposition

Soumettre le système de renvoi actuel à un examen reposant sur la recherche pour trouver des moyens novateurs de mettre les patients en contact plus rapidement avec des spécialistes qui sauront répondre dans les meilleurs délais possibles à leurs besoins en matière de santé mentale.

Enjeu

Il y a un manque de connaissances, de souplesse et de compréhension à l'égard de la maladie mentale et de la santé mentale en milieu de travail dans les secteurs public et privé (employeurs, employés) et dans les établissements d'enseignement (éducateurs, administrateurs, élèves).

Proposition

Mettre de l'avant des mesures législatives pour assurer un meilleur soutien gouvernemental en ce qui concerne les connaissances en santé mentale et les pratiques en matière de santé mentale positive dans les lieux de travail et les établissements d'enseignement. Il pourrait s'agir par exemple de subventionner des ateliers d'information sur la santé mentale destinés aux employeurs, aux employés, aux éducateurs et aux élèves pour leur permettre de mieux comprendre la maladie mentale, de découvrir des pratiques favorisant une bonne santé mentale et d'apprendre comment réagir à une situation de crise chez un collègue ou un camarade de classe. Élaborer des normes de qualification nationales et établir des critères concernant l'effectif en santé mentale et la formation des professionnels susceptibles de travailler auprès de personnes ayant des problèmes de santé mentale au sein d'établissements d'enseignement.

Enjeu

La santé mentale est considérée comme une composante distincte de la santé physique globale, et elle n'est donc pas évaluée régulièrement dans le cadre d'un examen médical annuel.

Proposition

L'examen médical annuel devrait comprendre systématiquement une évaluation de la santé mentale puisque la santé mentale et la santé physique sont fortement interreliées. Cela permettrait de détecter les problèmes de santé mentale avant qu'ils s'aggravent ou deviennent plus difficiles à diagnostiquer et plus coûteux à traiter. Référer les jeunes, continuer le suivi médical, transférer les dossiers des jeunes aux professionnels de la santé mentale spécialisés pour adultes au moment où le jeune commence à être trop vieux pour ne plus être suivis par les professionnels spécialisés pour les jeunes.

Enjeu

Le gouvernement offre peu de soutien ou de financement en ce qui concerne les programmes et pratiques non conventionnels en santé mentale à l'intention des personnes souffrant de maladie mentale.

Proposition

Élargir la recherche en santé mentale par l'entremise d'un fonds national pour l'innovation en santé mentale et chercher à offrir des possibilités d'accès à des pratiques et à des programmes parallèles axés sur les soins holistiques.

Enjeu

Manque de logements adaptés et insuffisance de services sociaux pour les patients en voie de réintégrer leur vie quotidienne après une période de crise.

Proposition

Prévoir davantage de foyers collectifs où les personnes souffrant de maladie mentale pourraient avoir accès à un professionnel non seulement en situation de crise, mais également au quotidien.

Fait saillant

Il est estimé que plus de 60 % des personnes sans domicile fixe ont un problème de santé mentale ou de dépendance (Centre de toxicomanie et de santé mentale, 2012).

Déterminants sociaux de la santé

Dans une salle d'urgence, un enfant se tient le bras en hurlant. Il ressortira plus tard avec un plâtre pour immobiliser son membre fracturé. Le médecin pourra guérir son bras, mais il ne pourra soulager son mal puisque sa blessure est symptomatique de son milieu social. Surmenée en raison d'un emploi difficile payé au salaire minimum, sa mère a eu recours à la violence après avoir bu de l'alcool. Ce cas illustre bien la tendance qui prévaut au Canada : traiter en vain les symptômes au lieu de s'attaquer aux causes profondes de la maladie, c'est-à-dire aux déterminants sociaux de la santé – le revenu, l'éducation, l'emploi, la race/le groupe ethnique, etc. – soit les facteurs qui ont la plus grande incidence sur la santé individuelle et collective.

Plusieurs facteurs sociaux influent sur la santé, mais c'est le revenu qui influe le plus fortement sur le bien-être. La pauvreté engendre la privation de produits de première nécessité comme la nourriture, le logement, les installations sanitaires et l'eau potable. L'inégalité économique se traduit par un faible niveau de scolarité, des maladies mentales, l'abus d'alcool et d'autres drogues, des maladies chroniques, une carence du développement des enfants et un taux de mortalité plus élevé. Exemple éloquent, l'espérance de vie est en moyenne de 86,3 ans dans les quartiers riches, et de 65,5 ans dans les quartiers pauvres.

Alors, comment pouvons-nous combler cet écart d'une vingtaine d'années de vie et soulager le mal de cet enfant? Avec l'augmentation des coûts des soins de santé et l'accroissement de la fréquence des maladies chroniques au Canada, nous devons

nous attaquer en premier lieu aux causes profondes de la mauvaise santé. En plâtrant un bras fracturé, on soigne seulement un symptôme d'injustice sociale. Les décideurs et les professionnels des soins de santé doivent se concentrer sur les déterminants sociaux de la santé, en particulier l'inégalité de revenu, s'ils veulent réellement guérir le bras fracturé de l'enfant, assurer le bien-être permanent des personnes et investir dans un Canada plus sain.

Nutrition

C'est l'insécurité alimentaire, et non le manque d'éducation, qui constitue le plus important obstacle à une saine alimentation. En raison des coûts du transport, de nombreuses collectivités nordiques, en particulier les réserves des Premières Nations, payent un coût élevé pour se procurer des aliments sains; elles subissent une pénurie de produits frais et connaissent une surabondance de produits transformés. Dans les plus petites villes canadiennes, on retrouve des déserts alimentaires, c'est-à-dire des quartiers où il n'y a aucune épicerie, ce qui rend les aliments nutritifs difficilement accessibles pour les habitants. Les coûts élevés ainsi que les problèmes de transport et d'accessibilité créent un environnement propice à l'adoption de mauvaises habitudes alimentaires qui favoriseront le développement d'affections comme l'obésité, la malnutrition, le diabète et la cardiopathie.

Les décideurs devraient accorder moins d'importance aux quatre groupes alimentaires et se consacrer davantage à l'amélioration des routes dans les régions nordiques, à la construction d'un plus grand nombre d'épiceries et à la subvention des coûts de l'épicerie.

Technologie

La technologie joue un rôle central pour limiter les coûts, améliorer l'accès et accroître l'efficacité. Il est réellement étonnant de constater que le Canada se classe très mal parmi les pays industrialisés au chapitre de l'innovation et de la recherche en dépit du niveau d'éducation de sa population et de son capital social. L'introduction de nouveaux produits de soins de santé sur le marché pourrait non seulement améliorer le diagnostic et le traitement, mais également faciliter la communication entre le patient et le médecin et entre les médecins. Il faut insister sur l'importance d'utiliser des dossiers de santé électroniques et des dossiers médicaux électroniques dans tous les établissements. D'ici 2064, nous devons opter pour un accès universel aux dossiers de santé selon une approche interdisciplinaire de la santé qui permettra aux médecins et aux patients d'avoir un accès mobile aux renseignements médicaux.

Aménagement urbain

L'environnement dans lequel nous habitons et la qualité des ressources qu'il renferme ont un effet direct sur notre santé. Comme le Canada tire une grande fierté de ses divers paysages, il doit améliorer les zones publiques vertes au sein même des zones urbaines. En réduisant les parcs de stationnement et en augmentant le nombre de petits parcs dans les zones centrales, on pourra non seulement embellir

la ville, mais aussi aider les Canadiens et les Canadiennes à faire de l'exercice pendant les 150 minutes recommandées par semaine. Nous pouvons aussi apprendre des Européens en installant des systèmes collectifs de location de bicyclettes.

La création des ressources en plein air saines et sécuritaires constitue une étape nécessaire pour assurer notre bien-être quotidien.

BUTS

- Réduire les inégalités de revenu entre les classes sociales
- S'assurer que les professionnels de la santé mettent davantage l'accent sur les déterminants sociaux de la santé.

OUTILS

- Établir un salaire minimum vital.
- Mettre en œuvre une fiscalité progressive.
- Former les médecins à évaluer les déterminants sociaux de la santé.
- Établir une collaboration interdisciplinaire entre les éducateurs, les psychologues et les travailleurs sociaux.

Engagement civique et cohésion sociale

Une population éduquée, éclairée et informée est l'un des meilleurs promoteurs de la santé d'une démocratie. [TRADUCTION]

– NELSON MANDELA

Civique – adjectif - Relatif aux devoirs ou aux activités du citoyen

Cohésion – nom - Union entre les membres d'un groupe

Renforcer l'expression démocratique

Notre démocratie est défaillante; nous nous exprimons haut et fort, mais tout ce que nous entendons ce sont de belles paroles creuses. Notre manière de faire de la politique et de choisir nos représentants ne reflète pas la diversité de nos valeurs, de nos opinions et de nos identités.

Nous croyons en un Canada où chaque vote compte; où chaque personne comprend ses devoirs de citoyen et participe à la vie civique.

Le bénévolat et l'éducation sont essentiels si l'on veut promouvoir la participation civique. Nous imaginons un pays fier et juste où nos voix individuelles contribuent à nous rassembler. Dans le Canada de 2064, le taux de participation électorale sera élevé et les Canadiens de tous horizons participeront activement à la vie de leur collectivité. Nous croyons qu'il faut donner aux Canadiens davantage voix au chapitre.

D'ici 2064, le Canada doit prendre les mesures suivantes.

Procéder à une réforme du système électoral

Améliorer la représentativité des élus afin d'encourager les Canadiens à participer activement à notre système démocratique.

SUGGESTIONS

- Remplacer le système électoral actuel par un système proportionnel mixte (proposé à l'Î.-P.-É. et en Ontario) ou à vote unique transférable (proposé en C.-B.).
- Abolir le Sénat ou le réformer en adoptant le principe d'un Sénat élu et limiter le mandat des sénateurs à huit ans, sans renouvellement.
- Accorder à toutes les nations autochtones le droit à l'autonomie gouvernementale.

Donner aux élus davantage voix au chapitre

Il faut donner aux élus davantage voix au chapitre et leur permettre d'exercer une plus grande influence si l'on veut créer un environnement démocratique représentatif des valeurs canadiennes de liberté, de diversité et de justice.

SUGGESTIONS

- Lancer une discussion nationale sur le rôle du chef de l'État (reine) et de ses représentants (gouverneur général/lieutenant-gouverneur) ainsi que sur les responsabilités du chef du gouvernement (premier ministre). Elle pourrait porter par exemple sur la question suivante : Un chef d'État et des sénateurs élus pourraient-ils conférer à ces institutions la légitimité de jouer le rôle de contrepoids face à un gouvernement majoritaire?
- Réduire le nombre de votes imposés par le parti au parlement.
- Le chef du parti serait tenu de conserver la confiance du caucus et il devrait en être expulsé s'il perd cette confiance.
- Autoriser uniquement le caucus du parti à expulser ou à réadmettre des députés.

Instaurer l'éducation civique

Informar la jeunesse à propos des règles et des politiques pour qu'ils puissent s'engager pleinement dans le système démocratique.

SUGGESTIONS

- Offrir un apprentissage expérientiel : Excursions pédagogiques à la mairie ou au parlement et mentorat (p. ex. City Hall School à Edmonton, en Alberta).
- Enseigner aux élèves que les idéologies, de même que les partis, sont capables de compromis et ont évolué au fil du temps, ce qui peut favoriser le bipartisanisme.
- Offrir à l'école secondaire un cours sur les actualités (locales, nationales et internationales), axé sur les débats, la discussion et sur les façons de repérer le parti pris dans les différentes sources d'information.

Enourager la compréhension communautaire

Inciter tous les Canadiens à comprendre et à assimiler la valeur de l'engagement communautaire et à participer pleinement dans la vie de leur collectivité.

SUGGESTIONS

- Inviter des politiciens de différents milieux et partis, des chefs d'entreprise, des dirigeants syndicaux et des militants sociaux à venir parler dans les écoles sur la façon dont les jeunes peuvent influencer la politique à l'échelle locale.
- Faire du bénévolat un élément essentiel de l'éducation postsecondaire, notamment en déterminant un nombre obligatoire d'heures de bénévolat dans un secteur apparenté au domaine d'études de l'étudiant comme condition de l'obtention d'un diplôme de premier cycle.

Réforme électorale

Instaurer un dialogue national sur la façon de voter, les conditions associées au droit de vote et la période d'élection afin de maximiser le taux de participation aux élections.

SUGGESTIONS

- Baisser à 16 ans l'âge légal pour voter dans l'ensemble du Canada.
- Permettre aux résidents permanents et autres « non-résidents » qui ont suivi un cours d'éducation civique canadien de voter aux élections locales.

Réexaminer les procédures de vote

Réformer la manière dont on élit nos représentants pour mettre sur pied un système électoral plus efficace.

SUGGESTIONS

- Étudier la possibilité du vote par Internet et comment il pourrait être mis en place de manière sécuritaire.

- Donner la possibilité de voter en ligne aux élections des trois ordres de gouvernement d’abord dans les régions rurales afin d’éviter les baisses de la participation électorale imputables aux conditions climatiques ou à la distance.
- Permettre aux gens de voter à partir de chez eux, de leur lieu de travail ou de tout autre endroit public offrant un accès Internet.
- Étant donné que ces endroits sont considérés comme des « environnements non contrôlés », accorder une période de grâce de 24 heures pour changer son vote afin de parer à toute influence induite pouvant nuire à la confidentialité du vote.
- Changer le jour du vote pour une journée de la fin de semaine ou des vacances nationales et étendre la durée des élections à plusieurs jours.
- Mener les élections à date fixe pendant une saison où les conditions climatiques ne risquent pas de nuire à la participation.

Faciliter l’accès à l’information

Permettre aux Canadiens d’exprimer leur point de vue et de contribuer dans le cadre de la perspective du gouvernement national.

SUGGESTIONS

- Créer un portail destiné à recueillir des commentaires sur les décisions gouvernementales en matière de finances.
- Offrir un espace aux Canadiens qui désirent témoigner de l’incidence des dépenses publiques sur le plan personnel, collectif, familial ou professionnel.

Rendre l’information accessible à la compréhension de tous

Fournir aux Canadiens une information complète, claire et transparente, sur des sujets d’intérêt public ou gouvernemental, afin de leur permettre de se faire une opinion fondée et de prendre des décisions éclairées.

SUGGESTIONS

- Permettre un accès en ligne non limité aux documents publics dans les deux langues officielles.
- Modifier la présentation des documents publics afin d’améliorer l’expérience du lecteur et de faciliter la compréhension.
- Réévaluer le niveau de langage employé dans les publications et les discours publics afin qu’ils puissent être compris sans difficulté par tous les Canadiens.

Conserver précieusement nos identités

Notre diversité est notre plus grande force. Le Canada devrait surpasser la simple tolérance des différences et plutôt célébrer nos diverses identités en offrant à chaque individu la dignité et les droits qui leurs sont accordés dans la Charte des Droits et Libertés. En tant que Canadiens, nous accueillons la complexité qui existe entre valiser nos diverses identités et découvrir et réaffirmer les valeurs qui nous unissent en tant que nation.

Au cours des cinquante prochaines années, nous voulons que les principes suivants transparaissent dans les conversations et les interactions entre les Canadiens dans leur collectivité.

Au Canada, aucune culture n'est subordonnée à une autre. Les groupes sous-représentés contribuent grandement à la vitalité culturelle de notre pays.

Le Canada est un pays inclusif. L'intégration à la société canadienne ne doit pas se faire au détriment de l'identité individuelle.

Le multilinguisme est une priorité. L'apprentissage d'autres langues (langues autochtones, français, etc.) pourrait amener les Canadiens à interagir plus facilement entre eux et, par le fait même, à enrichir notre identité nationale.

Conserver précieusement nos identités

Aller au-delà des langues officielles

Soutenir l'expression de toutes les langues parlées dans les collectivités et éduquer les Canadiens sur l'histoire des langues au Canada, en portant une attention spéciale aux langues autochtones.

SUGGESTION

- Intégrer les langues les plus parlées dans chaque collectivité, tel que le mandarin à Vancouver, dans les écoles et les centres d'apprentissage communautaires, et inclure dans le programme d'études une section sur le rôle que chaque groupe a joué dans le développement politique, économique et social de la région.
- Reconnaître les variantes de l'anglais des peuples autochtones et d'autres groupes et permettre leur utilisation, sans craindre le ridicule, dans les écoles et autres établissements institutionnels.

Assurer une représentation équitable au niveau politique

Recueillir des fonds et développer des réseaux de soutien pour les membres de groupes sous-représentés afin de leur donner accès à des positions de leadership en politique, au sein d'organisations de bienfaisance et dans le secteur privé.

SUGGESTION

- Accorder des incitatifs financiers ou autres aux partis politiques afin qu'ils présentent davantage de candidats membres de groupes sous-représentés.
- Élaborer des programmes communautaires offrant des possibilités de mentorat et de soutien financier aux membres de groupes sous-représentés qui souhaitent se présenter aux élections.

Réécrire l'histoire du Canada

Encourager d'autres façons d'aborder l'histoire du Canada afin que soit reconnue la contribution des groupes opprimés et sous-représentés.

SUGGESTIONS

- Recréer des « Minutes du patrimoine » qui représenteront de façon plus honnête et exacte l'histoire des Autochtones et des immigrants des quatre coins du pays, et les intégrer au programme d'études national afin qu'elles soient visionnées par un maximum de personnes.
- Faire en sorte que les manuels scolaires relatent les luttes pour l'égalité des droits menées par les immigrants, les Autochtones et les LGBTQ (lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres et en questionnement) du Canada et soulignent leur contribution à la société canadienne.
- Ajouter des images de Canadiennes d'exception sur notre monnaie.

Intégrer l'identité à l'éducation

Faire en sorte que des réponses adaptées à diverses populations soient intégrées aux cours en classe et aux programmes de formation professionnelle.

SUGGESTIONS

- Assurer le perfectionnement professionnel des professionnels de la santé mentale qui œuvrent auprès d'une clientèle autochtone.
- Offrir aux professionnels (enseignants, médecins, fournisseurs de services) une formation ciblée afin de leur permettre d'adopter une approche personnalisée reflétant la diversité dans notre pays.

Le Canada est soit une idée ou un pays qui n'existe pas. Il représente soit une entreprise intellectuelle ou à peine plus qu'un vide riche en ressources qui occupe la zone tampon située juste au nord d'un grand empire. [TRADUCTION]

- JOHN RALSTON SAUL

Rassembler les Canadiens et créer des collectivités

Nous voulons construire un pays qui favorise le dynamisme de nos collectivités sans pour autant négliger le développement de notre esprit national. Nous imaginons un pays dans lequel chaque individu est ancré dans sa collectivité mais a aussi l'occasion de voyager et d'explorer les richesses canadiennes. Nous voulons créer un réseau de Canadiens dédiés au développement communautaire et national. En développant des avenues concrètes de participation politique au niveau local, nous espérons rendre les processus décisionnels plus inclusifs et participatifs.

Nous voulons construire une démocratie qui reflète nos idéaux d'inclusion, d'égalité et de justice.

Nous imaginons un pays qui encourage les initiatives suivantes.

Créer des réseaux alimentaires globalisants, durables et empreints d'humanité

Il faut rapprocher les consommateurs des collectivités urbaines et rurales des producteurs alimentaires.

SUGGESTIONS

- Établir des règlements clairs et adaptés à l'intention des petites et moyennes entreprises familiales afin de favoriser leur épanouissement.
- Accroître le nombre et l'accessibilité des marchés fermiers.
- Instaurer des programmes obligatoires de traçabilité de la ferme à la table.

Appuyer les services de police communautaires

Il faut renforcer le rôle des policiers en tant que gardiens de la paix et mener des campagnes positives sur la sécurité dans la collectivité.

SUGGESTIONS

- Encourager les policiers à se déplacer à pied ou à bicyclette dans la collectivité.
- Démilitariser la police
- Créer des mécanismes de surveillance de la collectivité.
- Faire en sorte que la composition démographique du corps policier reflète la collectivité desservie.

Créer des aires communes

Il faut utiliser davantage les espaces publics disponibles pour créer des lieux de rencontre entre jeunes, membres de la collectivité, etc.

SUGGESTIONS

- Investir dans des centres communautaires et des espaces publics.
- Aménager des salles de conférence communautaires à l'intention des groupes dans la collectivité.
- Installer des commodités (comme la technologie Wi-Fi) dans les aires communes.

Rendre les voyages transnationaux plus accessibles

Réduire les coûts de transport au Canada surtout pour les voyages d'un bout à l'autre du pays pour qu'on puisse facilement visiter toutes les provinces et tous les territoires. Les jeunes devraient pouvoir voyager dans leur propre pays et découvrir les différentes régions et cultures canadiennes pour mieux comprendre la diversité canadienne et leur place au sein de ce pays.

SUGGESTIONS

- Subventionner significativement le voyage en train à l'intérieur du Canada, plus précisément, en mettant sur pied un programme en collaboration avec VIA Rail pour offrir des voyages à prix réduit aux jeunes de 25 ans et moins.
- Réduire les frais et taxes prélevés par les gouvernements sur les voyages par avion (par exemple les loyers). Il est impossible de promouvoir une identité nationale si les gens ne sont pas en mesure de voyager hors de leur collectivité, ou s'il est moins cher de partir en vacances aux États-Unis et dans d'autres pays plutôt que dans le reste du Canada.
- Offrir des forfaits « Inspiration » (soit un type de « groupon » inspiré par la création de notre nation) qui, grâce à la collaboration d'entreprises de transport par autobus, de musées, de galeries d'art, de centres culturels et d'établissements d'hébergement, feront profiter les jeunes et les familles de rabais et de promotions qui les encourageront à explorer les régions urbaines et rurales de notre pays.

Constituer un réseau de campagnes populaires

Il faut combler le fossé intergénérationnel avec les jeunes Canadiens, utiliser nos différences comme des points forts et donner l'occasion aux leaders des collectivités de s'inspirer des idées et des modèles de réussite d'autres régions du pays afin de favoriser l'établissement de partenariats par des jeunes et pour des jeunes, à l'échelle des provinces et des territoires, qui viendront atténuer les difficultés auxquelles devront faire face les jeunes au cours des cinquante prochaines années.

SUGGESTIONS

- Élaborer une plateforme Web interactive permettant l'échange d'information sur des initiatives et des projets communautaires mis en œuvre à petite échelle un peu partout au Canada. On y trouverait des renseignements sur la

réalisation des initiatives et des projets, les problèmes soulevés et les grandes leçons tirées de l'expérience. Cette plateforme offrirait un espace collaboratif pour la résolution de problèmes et la mise en commun d'idées.

- Constituer une banque de bénévoles en ligne à l'échelle nationale, où ceux qui souhaitent s'engager pourraient afficher leur profil et offrir leurs services et où ceux qui cherchent de l'aide pourraient recruter des bénévoles.

Créer un réseau de quartiers autosuffisants

Il faut faire en sorte que les villes et les quartiers disposent des services essentiels nécessaires pour assurer leur autonomie et préserver la santé de leurs structures sociale, économique et politique.

SUGGESTIONS

- Construire des quartiers offrant des aménagements mixtes pour encourager la mise en commun des expériences vécues et assurer la viabilité économique de leur collectivité.
- Prévoir des mesures incitatives pour favoriser le maintien des services essentiels dans les collectivités rurales.
- Reconnaître que l'étalement urbain rend encore plus difficiles la prestation des services publics et des services de transport en commun et la prise en charge de leurs coûts.

Développer un programme de mentorat pour la jeunesse canadienne

Offrir des modèles pour aider nos jeunes à être plus confiants et les inspirer à s'engager dans leur collectivité.

SUGGESTIONS

- Créer une banque de données nationales sur les personnes qui seraient intéressées à consacrer du temps pour devenir un mentor bénévole pour un jeune.

« L'imagination nous emmènera souvent vers des mondes qui n'existent pas, mais sans elle nous n'irions nulle part. » [TRADUCTION]

- CARL SAGAN

Le Canada dans le monde

« Le rôle du Canada dans le monde est aussi une question de politique intérieure, car ce que fait le Canada sur la scène internationale est intimement lié à ce que nous sommes sur la scène nationale. » [TRADUCTION] -JOE CLARK

L'histoire du Canada est une grande épopée inachevée. Depuis les premiers habitants issus des Premiers peuples, jusqu'aux Néo-Canadiens, en passant par les pionniers européens, l'identité canadienne demeure en constante évolution. Si l'histoire nous rappelle qui nous sommes aujourd'hui, le présent, quant à lui, se porte garant de ce que nous serons demain. Le rôle du Canada dans le monde se doit de refléter qui nous sommes, en tant que Canadiennes et Canadiens, ce en quoi nous croyons, ainsi que notre foi en un monde meilleur et plus juste.

Pays prospère, le Canada a bien des raisons d'être fier et il a beaucoup à offrir à la communauté internationale. Grâce à notre diversité, à notre nature inclusive et à notre réputation en tant que peuple conciliant et constructif, le Canada occupe une place de choix sur la scène mondiale. Il n'en reste pas moins que, à bien des égards, le Canada peut s'améliorer en adoptant une politique étrangère qui soit représentative de la polyvalence de l'identité canadienne. Nous espérons que ces valeurs fondamentales resteront ancrées dans la politique du Canada dans un contexte changeant pour les gouvernements nationaux et la situation internationale.

Notre vision

Les Canadiennes et les Canadiens de partout au pays sont animés par des valeurs humanistes. Ces idéaux de respect, de fraternité, de pacifisme, de justice et de liberté, fondements de notre identité commune, sont source de notre fierté collective. Le Canada se doit d'être conséquent et devenir un ambassadeur de ces valeurs dans le monde. Nous croyons en un Canada responsable qui facilite les dialogues interreligieux, interculturels et internationaux, en promouvant la diversité culturelle et les droits des peuples autochtones. Nous croyons en un Canada engagé auprès des organisations internationales, en un Canada juste et équitable, champion de la défense des droits de la personne et du droit international. Nos valeurs, cristallisées dans la Charte canadienne des droits et liberté, sont à la base du développement humain, aspiration universelle.

Par ailleurs, pays d'immigration depuis toujours, le Canada tel qu'on le connaît aujourd'hui a d'abord été façonné par la détermination et l'audace de femmes et d'hommes de langue et de culture françaises, bientôt rejoints par des communautés d'expression anglaise, d'un océan à l'autre, et dont les contributions auront été fondamentales dans l'édification du pays. Le Canada d'aujourd'hui a à cœur de perpétuer sa tradition de terre d'accueil. Le multiculturalisme, en confrontant plusieurs façons de concevoir le monde propres aux différentes cultures, est source d'enrichissement individuel et collectif. Déterminé à construire un monde meilleur, le Canada doit assurer la promotion de ses valeurs dans le monde. Fort de sa double appartenance aux grandes familles du Commonwealth et de la francophonie, le

Canada doit s'affirmer comme chef de file auprès de ces deux organisations et s'engager activement auprès des pays qui en sont membres.

En somme, le Canada doit s'engager dans la construction d'un monde meilleur par la promotion des valeurs qui lui sont chères. L'action du Canada dans le monde saura lui profiter en améliorant la façon dont il est perçu sur les scènes nationale et internationale et, par conséquent, sa sécurité intérieure et extérieure. En resserrant les liens qui l'unissent à d'autres pays, notamment pour favoriser leur développement, le Canada contribuera à créer des partenaires économiques potentiels et à bâtir une grande communauté humaine unie dans la fraternité. En luttant pour un développement réellement durable et en travaillant de concert avec la communauté internationale dans la lutte contre les changements climatiques, c'est la qualité de vie des Canadiens eux-mêmes qui saura en être témoin. En valorisant la diversité et la compréhension de l'autre, c'est la famille humaine qui s'en verra grandie.

Quelles caractéristiques la grande stratégie du Canada devrait-elle englober? Nous devons recentrer nos efforts sur notre engagement à l'égard du multilatéralisme. La force du Canada réside dans sa capacité d'user de son pouvoir de convaincre; si nous ne reconnaissons pas le potentiel de traités et d'organismes multilatéraux, nous risquons d'adopter une approche à courte vue repliée sur soi. Depuis toujours, le Canada joue un rôle de médiateur et de négociateur. Nos arguments sont d'autant plus convaincants lorsque nous nous montrons capables de délibérations et équilibrés. Nous sommes en position de rassembler tout le monde autour d'une même table. Mais pour cela, nous devons rester impartiaux et transparents si nous ne voulons pas entacher la crédibilité de nos principes.

Nous nous sommes demandé pourquoi il était important de publier une stratégie et de faire connaître nos priorités sur le plan international. Pour que les Canadiens puissent se faire une opinion éclairée sur la politique internationale, ils doivent connaître la position de leurs représentants. Autrement, leur opinion est fondée sur un sentiment populaire, ce qui fragilise la valeur démocratique inhérente aux lois et à l'identité du Canada. Pas de représentation sans explication.

Nous avons cerné cinq thèmes sous lesquels le Canada pourrait redéfinir sa place — et son influence — sur la scène internationale. Ces thèmes concernent respectivement le développement, l'environnement, le commerce, la défense et la diversité et l'immigration.

Le Canada, porte-drapeau du développement durable

Au cours des deux dernières décennies, le concept de durabilité a été mentionné régulièrement dans le contexte du développement de la politique canadienne.

Toutefois, en dehors du domaine de l'environnement, il s'est avéré difficile de faire du développement durable un objectif concret plutôt qu'un idéal à atteindre. Pour devenir un porte-drapeau à l'échelle mondiale en matière de développement durable, le Canada doit veiller à ce que ses normes et ses valeurs nationales soient respectées dans les entreprises canadiennes des secteurs privé, public et sans but lucratif installées à l'étranger. L'inclusion, l'égalité et l'innovation doivent être les éléments clés d'un programme de développement efficace qui aura une incidence positive sur de nombreuses générations à venir.

Il sera d'abord impératif de réduire la corrélation entre le développement et les intérêts commerciaux pour assurer la viabilité et la réussite des projets futurs. En nous détachant de l'aspect commercial, nous pourrons nous engager davantage dans des travaux de développement à long terme axés sur les besoins et la contribution des populations locales.

Nous espérons qu'en nous engageant à travailler honnêtement *avec* les gens, plutôt que *pour* les gens, nous susciterons un changement du paradigme des travaux menés par le Canada pour favoriser le développement. L'inclusion des femmes, des jeunes et des aînés dans le développement engendra une culture de changement soutenu qui se traduira par une réduction de la dépendance à l'égard de l'aide et l'émergence d'un engagement intergénérationnel.

Il est également essentiel de réévaluer les paramètres servant à jauger la progression des travaux en matière de développement. Les mesures actuelles de la réussite ne comprennent pas cette combinaison de données dynamiques qualitatives et quantitatives nécessaire pour comprendre véritablement le contexte entourant un projet, lequel, de par la nature même du développement, aura un effet progressif.

La mise en œuvre de ces changements permettra de renforcer la réputation et la crédibilité du Canada sur la scène internationale, et de consolider sa position de leader dans un environnement mondial en rapide évolution et, idéalement, durable.

Le développement durable : pas simplement un concept à la mode.

« ... un développement qui, à long terme, répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité de répondre aux besoins des générations futures ... » [TRADUCTION] - Bruntland Commission (1987)

Le Canada : protecteur des droits et libertés

Sur la scène internationale, le Canada a tous les atouts nécessaires pour s'affirmer en tant que chef de file mondial en matière de protection et de défense des droits et

libertés de la personne, car il veille notamment au respect et à la promotion de nos valeurs d'égalité et d'inclusion au sein des autres nations. Tous ceux qui aspirent au bonheur et adhèrent aux principes de la *Charte canadienne des droits et libertés* sont porteurs d'une paix sociale et d'un épanouissement essentiels au développement de l'être humain. À la lumière de ces faits, nous entendons appuyer les trois mesures énoncées ci-après.

- 1) Le Canada doit d'abord veiller au respect des droits et libertés au sein de sa propre nation, et ce, en conformité avec les principes énoncés dans la *Charte canadienne des droits et libertés*. Pour être un porte-parole critique, crédible et respecté, notre pays doit accepter les rapports qui lui sont présentés par des organismes et des observateurs internationaux, les évaluer efficacement et corriger la situation s'il y a lieu. Rappelons qu'en 2012, le Canada a fait abstraction de nombreux rapports qui lui ont été présentés et qui remettaient en question l'approche du gouvernement envers notre population autochtone.
- 2) Nous considérons qu'il est inacceptable de laisser des entreprises canadiennes tirer profit de la précarité et des lacunes législatives en matière de droits et libertés dans des pays en voie de développement. Les entreprises canadiennes, dont les sociétés minières, doivent obligatoirement se conformer aux normes canadiennes en matière de droits et libertés, et ce, quel que soit le pays dans lequel elles exercent leurs activités. Nous devons cesser de tolérer passivement l'aliénation des droits et libertés par des Canadiens à l'étranger.
- 3) Nous devons soutenir et favoriser l'adhésion de tous les États du monde aux principes de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* des Nations Unies, proclamée en 1948. Le Canada se doit de jouer dans le monde un rôle d'intervenant direct ou indirect, en temps de paix ou en temps de guerre, afin de protéger les droits et libertés de chaque individu, minorité et population sous-représentée.

« Il nous faudra établir notre crédibilité en matière d'environnement à l'échelle internationale ... » [TRADUCTION]

Le Canada et l'environnement mondial

Le Canada a la chance d'avoir une géographie aussi diversifiée que ses habitants. Alors que les effets du changement climatique se font de plus en plus sentir, le recours à des sources d'énergie durable et l'application d'une politique environnementale constituent des enjeux mondiaux encore plus urgents. En outre, la communauté internationale exerce de plus en plus de pressions sur le Canada pour qu'il reconnaisse sa contribution à l'émission de CO₂, qu'il s'engage à protéger le patrimoine naturel international et qu'il aide à trouver des solutions pour lutter contre le changement climatique. Que le Canada le veuille ou non, au cours des

années à venir, la question de l'environnement sera au cœur des discussions à l'échelle mondiale. Or, le Canada est en mesure de tirer parti de ses ressources naturelles et de ses compétences en recherche pour mener ces discussions.

Naturellement, l'environnement est l'enjeu envers lequel le Canada doit d'abord et avant tout se réengager de façon multilatérale. Et il doit le faire avec énergie et innovation. Le Canada devra relever l'important défi de rétablir sa crédibilité, et il devra faire ses preuves en s'engageant à l'échelle nationale envers les enjeux environnementaux. Le Canada doit être l'instigateur d'initiatives multilatérales. La collaboration et la recherche de solutions à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières seront essentielles pour atténuer, gérer et prévenir les dommages à l'environnement. Pour que le Canada préserve sa crédibilité en matière d'environnement, c'est le leadership que nous exerçons dans le cadre d'accords environnementaux internationaux qui doit rejaillir après une longue période de réticence. C'est en innovant – sur les plans politique et technologique – que nous pourrions créer un monde durable; or, c'est justement sa capacité d'exploiter des idées originales pour transformer un concept en réalité qui constitue l'avantage du Canada à l'échelle internationale. Le Canada peut devenir un leader dans le secteur émergent de la recherche scientifique en environnement et en développement durable, et contribuer ainsi à rétablir sa réputation en tant que protecteur de l'environnement et à attirer des chercheurs qualifiés ailleurs dans le monde. Pour assurer l'avenir des générations futures, les générations actuelles doivent profiter dès maintenant de cet avantage dans la lutte contre le changement climatique.

Énergie

Au cours des cinquante prochaines années, le Canada doit répondre à la nécessité de créer une économie plus écologique. En tenant compte de la « question énergétique », le Canada améliorera sa position sur la scène internationale et il incarnera les valeurs canadiennes de responsabilité et d'équilibre. Au lieu de refuser de participer au débat, le Canada doit discuter franchement de la dure réalité du changement climatique et de la disponibilité des ressources. Et il doit joindre le geste à la parole.

Pour être constructives, les discussions doivent s'amorcer sur un terrain d'entente. Trop souvent, on présente une fausse dichotomie entre le développement de ressources d'une part et les préoccupations environnementales d'autre part, alors qu'en réalité ces enjeux présentent davantage de points en commun dans une perspective à long terme. En permettant que cette dichotomie teinte les débats, on nuit à l'élaboration de politiques efficaces et on empêche le Canada d'apporter sa contribution et de s'exprimer au sein de cercles internationaux sur l'environnement.

Il est illogique et irresponsable de s'en remettre aux générations futures pour remédier aux problèmes de notre époque. C'est pourquoi le Canada doit chercher à élaborer des stratégies nationales intersectorielles en matière de recherche afin

d'améliorer les techniques d'extraction des ressources et de lutter plus efficacement contre le changement climatique. Le Canada doit également encourager une collaboration internationale dans ces secteurs. Ce leadership attirera des talents internationaux au Canada et améliorera par le fait même la position du pays à l'échelle internationale.

La diversité des environnements canadiens nous apporte richesse et beauté. Le développement et le transport des ressources énergétiques demeurent des sujets de controverse importants, mais il est irréaliste de s'attendre au remplacement immédiat et complet des combustibles fossiles par d'autres sources d'énergie. Une collaboration internationale, un gouvernement transparent et une véritable consultation du public sont essentiels si nous voulons effectuer cette transition vers un avenir énergétique plus durable en respectant les valeurs canadiennes.

Nous avons raison d'être fiers de l'abondance de nos ressources naturelles. Mais nous ne pouvons exprimer cette fierté en toute honnêteté sans reconnaître également les réalités environnementales auxquelles font face le Canada et les autres pays.

Sécurité

Les effets du changement climatique débordent le cadre des préoccupations liées à la pollution atmosphérique et aux phénomènes météorologiques extrêmes; ils concernent également la rareté et la sécurité des ressources. La frontière nord de notre territoire, qui était autrefois une masse glaciaire impénétrable, se dissipe et soulève de nouvelles questions entourant les axes de transit internationaux, la revendication des ressources énergétiques et le tracé des frontières. Le défi actuel du Canada consiste à développer les politiques et les ressources nécessaires pour faire respecter ses prérogatives territoriales, planifier le développement des ressources et établir des relations solides avec les pays qui emprunteront la voie commerciale de l'Arctique. Le développement de l'Arctique risque de modifier les relations du Canada avec son voisin au nord, la Russie, ainsi que la perception de sa position géographique par les autres pays. Au cours du prochain demi-siècle, il deviendra de plus en plus important d'assurer la sécurité environnementale malgré la rareté ou l'abondance des ressources dans le contexte d'une géographie variable. Le Canada doit reconnaître cette réalité et faire en sorte que les incitations économiques ne viennent pas occulter les besoins en matière de politique. Il doit également veiller à ce que les ressources des générations futures soient protégées.

Patrimoine naturel : Ensemble des biens appartenant en commun à l'humanité (p. ex. les océans, l'air et l'espace).

Politiques commerciales du Canada

L'investissement, l'innovation et le commerce sont des volets essentiels à la prospérité du Canada, en particulier dans un contexte où les pays sont davantage interreliés et interdépendants que par le passé. La mobilité de nos travailleurs à l'échelle internationale, notre prudence en matière d'économie et de réglementation, nos industries des secteurs financier, énergétique, manufacturier, pharmaceutique, aérospatial et technologique, notre proximité avec les marchés des États-Unis et de l'Asie, ainsi que nos ressources nous confèrent un avantage concurrentiel à l'étranger.

Dans l'économie de demain, nous travaillerons activement avec nos partenaires « traditionnels » et « non traditionnels » sans jamais oublier que nos actes reflètent nos valeurs et nos principes. Depuis la Conférence de Charlottetown de 1864, le Canada a conclu des accords de libre-échange avec une dizaine de pays, ce qui lui fournit un avantage par rapport à ses concurrents. Le Canada doit se positionner en tant que leader en matière de commerce, notamment aux chapitres de l'investissement, de la propriété intellectuelle, de la mobilité de la main-d'œuvre, du développement durable et du commerce électronique.

Pour être concurrentiels sur le marché mondial, nous devons travailler avec les provinces et les territoires pour faire front commun lors de la conclusion d'accords de libre-échange. Nous devons adhérer à une seule entité économique : le Canada. Le Canada doit chercher activement à établir des relations commerciales notamment avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, qui représentent de nouveaux marchés en pleine émergence. Fort de son expertise et de son expérience en matière de relations commerciales avec l'Europe et l'Amérique du Nord, le Canada peut contribuer à l'ouverture du marché des économies en développement. Compte tenu de l'émergence de la Chine, de l'Inde et du Brésil, le Canada devra nécessairement diversifier ses relations commerciales pour assurer son avenir. Certaines industries canadiennes sont vulnérables à une plus grande libéralisation du marché. Conjointement avec ses partenaires commerciaux, le Canada doit examiner tous les obstacles tarifaires et non tarifaires pour faire en sorte que la relation soit globalement avantageuse pour tous les intéressés.

Interdépendance

Le Canada doit continuer de travailler avec ses partenaires chez lui pour renforcer son accès au commerce international et élargir son réseau commercial. En même temps, il doit veiller à ce que ses stratégies commerciales reflètent les valeurs canadiennes.

Défense du Canada

Pour prédire quel sera le rôle des forces de défense du Canada à l'avenir, nous devons d'abord imaginer les enjeux susceptibles de persister ou d'apparaître au cours des prochaines décennies. Nous pouvons envisager le déplacement des frontières au nord et les débats entourant inévitablement leur protection; ou la survenue du changement climatique et son impact sur l'offre des ressources naturelles; ou encore la nécessité de mieux protéger nos ressources hydriques. Mais quels que soient les enjeux, le Canada doit d'abord et avant tout souscrire aux principes des institutions mondiales qui préconisent une prise en délibération avant toute intervention militaire, tels ceux énoncés dans la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, texte important ayant inspiré des débats pacifiques et constructifs tout en renforçant la capacité des structures juridiques internationales à façonner la géopolitique et à promouvoir la paix.

Notre génération grandit dans un monde où la technologie est omniprésente, à une époque marquée par l'augmentation massive des ressources numériques et l'émergence des menaces informatiques. La défense « repensée » revêt donc un aspect non physique. Le secteur des communications deviendra essentiel pour la défense, et nous félicitons les décideurs qui insistent sur la sécurité en ligne des citoyens.

Enfin, selon une simple prémisse qui concerne toutes les questions de défense interne et externe, il faut vérifier de façon régulière nos structures et nos opérations militaires. Nous devons encourager la tenue d'évaluations militaires et l'observation des recommandations formulées. Nous devons mettre en place des structures visant à encourager les gens à s'engager en politique sans craindre d'être pénalisés en raison de l'inefficacité des opérations militaires. Bref, nous devons dépolitiser les opérations militaires du Canada.

Redessiner les frontières

Compte tenu de l'intérêt des multinationales envers nos ressources nationales, il est important de protéger et de préserver les immenses réservoirs de ressources naturelles du Canada si l'on veut assurer l'avenir de notre pays.

La sécurité internationale

Neutralité à l'appui du concept de défense

Par le passé, le Canada était constamment préoccupé par les enjeux liés à la sécurité collective à l'échelle mondiale et l'établissement d'alliances avec d'autres démocraties, à l'instar d'organismes comme les Nations Unies (ONU), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Commonwealth, l'Organisation des États américains et, dans une certaine mesure, la Francophonie.

Récemment, le Canada a considérablement modifié ses méthodes de gouvernance mondiale en se faisant moins présent sur la scène internationale. Sa politique étrangère a été négligée, perdant ainsi en substance et en subtilité. Cette situation est partiellement imputable au fait que le gouvernement a recentré ses efforts sur la sphère commerciale. Ce changement radical d'orientation politique s'est traduit par d'importantes réductions budgétaires dans le secteur de la défense, ce qui a amené le Canada à renoncer à une grande partie de ses responsabilités à l'égard du maintien de la paix dans le monde. Dernièrement pourtant, le Canada est intervenu militairement de façon plus énergique dans certains conflits, mais pour des raisons discutables et difficilement justifiables.

Le graphique ci-contre illustre la situation, comme en témoigne le déclin considérable de la contribution du Canada aux forces de maintien de la paix des Nations Unies, alors que les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter partout dans le monde.

En faisant abstraction de ces données, on peut entrevoir plus facilement la position de notre pays sur le plan de la défense à l'échelle internationale au cours des cinquante prochaines années.

L'importance de notre contribution à l'échelle internationale devra nous servir à évaluer nos besoins en matière de défense contre d'éventuelles menaces extérieures. La solution ne consiste pas nécessairement à procéder à un vaste déploiement militaire, mais plutôt à tenir compte des conséquences de nos actions et de notre intervention sur la scène internationale.

Dans un premier temps, le Canada doit veiller à maintenir des liens étroits avec les organisations dont il fait partie et renforcer ses relations diplomatiques avec les pays alliés. En cas de conflit à l'étranger, le Canada doit tendre la main aux pays alliés et leur apporter son aide tout en conservant une position morale absolue, quelles que soient les parties en cause. Il doit agir en conformité avec son idéal de paix et de soutien humanitaire en situation d'urgence. Le Canada doit également observer un devoir de réserve essentiel; ses interventions militaires, en dehors de menaces tangibles à sa souveraineté nationale et internationale et à la sécurité de ses sujets, doivent s'inscrire dans une démarche résolument humanitaire visant à assurer la protection des populations civiles.

Ceci étant dit, il sera nécessaire de donner une nouvelle orientation à notre politique militaire et d'adopter une approche plus diplomatique afin d'axer davantage notre contribution et nos actions sur des opérations humanitaires et médiatrices, et ce, dans le contexte d'un positionnement et d'un alignement international aussi neutres que possible.

Avec le temps, notre pays deviendra un chef de file en matière d'aide humanitaire à l'échelle mondiale. En évitant de prendre parti dans les situations de conflit ou en abordant les questions militaires sous un angle moral, dans le respect de nos valeurs

humanistes et de nos idéaux de droits et libertés, le Canada pourra s'affirmer en tant que nation pacifique et sage, se tailler une place de choix au chapitre de la neutralité, et mériter ainsi le respect de toute la communauté internationale.

Pour terminer, mentionnons la corrélation positive qui existe entre la neutralité à l'étranger et la sécurité intérieure d'un pays.

Attirer le monde vers le Canada

Parmi les pays du G8, c'est le Canada qui affiche le plus haut taux d'immigration. L'immigration est un moteur important de la croissance démographique et économique de notre pays. Cependant, il est nécessaire de redéfinir le processus d'immigration du Canada pour tenir compte de l'évolution rapide de l'économie mondiale, alors que le taux de fertilité diminue et que l'espérance de vie augmente dans les pays développés. En privilégiant une plus grande diversité à l'égard de l'origine ethnique, de la situation socioéconomique et de la formation scolaire, le Canada inciterait les immigrants à s'établir dans les collectivités rurales où la croissance économique stagne. Cette diversité est également importante pour permettre aux Canadiens vivant dans des centres urbains comme Vancouver et Toronto de continuer à y habiter : les immigrants aisés et hautement qualifiés font grimper en flèche le prix des logements, qui deviennent de moins en moins abordables. Nous devons également résoudre les problèmes liés au vieillissement de la population et à l'augmentation du ratio des personnes actives par rapport aux personnes inactives au Canada en créant des structures pour faciliter l'immigration de jeunes professionnels, ce qui aurait pour effet de stabiliser le marché de l'emploi et de doter les postes vacants dans les secteurs émergents.

Les diasporas créées par l'immigration offrent au Canada une occasion unique de resserrer les liens sociaux et économiques avec des pays ancestraux (ceux du BRIC en particulier) qui apparaissent aujourd'hui comme de nouvelles puissances mondiales. Elles permettent également au Canada de jouer un rôle plus objectif en matière de médiation et d'affaires internationales. Parce que les autres pays du G8 affichent un taux d'immigration inférieur à celui du Canada, et qu'ils ne disposent donc pas de toutes les infrastructures sociale et économique nécessaires pour favoriser l'intégration des immigrants à la société, le Canada possède un atout stratégique de plus pour attirer les meilleurs candidats.

Le Canada accueille chaque année plus de 22 000 réfugiés et personnes persécutées en provenance de l'étranger. Parce que les valeurs canadiennes reposent sur une société juste et équitable, le Canada doit recevoir davantage de réfugiés afin non seulement d'améliorer son image sur la scène internationale, mais également de renforcer la cohésion sociale parmi ses citoyens en se réconciliant avec un passé marqué par le rejet de demandes d'asile. En favorisant l'immigration et la paix internationale dans le cadre de demandes d'asile, le Canada pourrait recommencer à

exercer un « pouvoir de velours » à l'échelle mondiale et jouer un plus grand rôle dans le domaine de la diplomatie et auprès des organismes internationaux et de divers conseils de sécurité. Les politiques d'immigration progressives du Canada ont créé une mosaïque culturelle qui nous sert de modèle de cohésion sociale. Ces conditions permettront au Canada de rétablir sa réputation internationale, de renforcer ses liens avec les puissances mondiales émergentes et d'accroître son potentiel économique au cours des cinquante prochaines années.

***« Toi qui diffères de moi, loin de me léser, tu m'augmentes. »
- Antoine de Saint-Exupéry***

Offrir le Canada au monde

La diversité culturelle est l'un des atouts du Canada qui contribue à son enrichissement. Compte tenu de l'augmentation des flux migratoires en provenance de pays étrangers, le Canada est devenu une destination de choix pour les individus qui souhaitent intégrer un pays en mesure de les accepter à bras ouverts. Aujourd'hui, 20 % de la population canadienne est née à l'étranger. D'ici les cinquante prochaines années, nous allons favoriser une hausse de ce pourcentage en vue d'améliorer notre performance sur les plans de l'économie et de l'innovation. Ainsi, le Canada sera plus inclusif pour devenir une terre d'accueil reconnue à l'échelle internationale. Avec un taux de natalité stagnant et une population vieillissante, il apparaît réaliste de doubler la population canadienne grâce à l'immigration pour devenir une puissance démographique d'ici 2064.

Notre pays peut également offrir différentes perspectives de diversité sur la scène internationale. Avec plus de 250 millions de francophones dans près d'une cinquantaine de pays, la dualité linguistique canadienne se révèle un avantage de taille pour faciliter les échanges et exercer une influence. Le renforcement du bilinguisme permettra d'améliorer le système d'éducation, d'enrichir nos cultures et nos visions personnelles et collectives et de favoriser la cohésion et la coopération. Premier pays à avoir adopté une politique officielle de multiculturalisme, le Canada a la possibilité d'agir en tant que modèle d'égalité et de promotion d'une identité commune. Avec une immigration accrue d'ici 2064, la mosaïque culturelle canadienne sera un exemple à suivre pour toutes les nations faisant face aux mêmes défis du « vivre ensemble », enjeu majeur du XXI^e siècle. Une meilleure cohabitation mènera à une meilleure compréhension de la diversité religieuse, des droits des Autochtones et des minorités. De plus, nos valeurs seront davantage répandues grâce à la promotion de la culture canadienne à l'étranger par l'entremise notamment du tourisme et des échanges internationaux.

Les enjeux internationaux étant en constante évolution, il est de notre devoir de franchir un pas supplémentaire à l'égard de l'égalité, du respect et du dialogue. Nous

avons les moyens et les ressources pour nous hisser au rang des puissances influentes du XXI^e siècle d'ici 2064.

« Notre mosaïque culturelle repose sur nos valeurs de justice et d'équité sociales. » [TRADUCTION] D. Pandey et A. McCue

« A Mari Usque ad Mare : cette promesse de respect et de responsabilité relie notre pays de Vancouver à St. John's, mais prend aussi le chemin le plus long autour du monde. »
[TRADUCTION]

- G. KRISHNARAJ, DÉLÉGUÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Arts et créativité

Les arts pour tous

Commentaire sur l'importance de l'engagement social dans les arts au Canada et la créativité

« Mon peuple dormira pendant cent ans. Lorsqu'il s'éveillera, ce seront les artistes qui lui rendront son âme. » Louis Riel

L'art doit être accessible à tous les Canadiens et représentatif de tous les Canadiens. Ensemble, les Canadiens créent, découvrent et partagent des œuvres artistiques uniques. L'art favorise la compréhension des cultures. C'est avec fierté que les Canadiens entretiennent et développent des traditions artistiques diversifiées. Nous ne pouvons nous permettre de laisser ces traditions être diluées ou se perdre dans nos souvenirs.

L'esprit de l'artiste redonne vie et encourage la redécouverte de notre histoire, de l'âme du Canada. Il donne un sens et une direction à nos rêves, et fait en sorte qu'ils se concrétisent progressivement dans nos collectivités. Il apporte justice aux plus démunis, et espoir aux plus marginalisés. En préservant le caractère multiculturel du Canada, nous favorisons le respect des droits de la personne, la liberté d'expression et l'inclusion sociale.

L'art « favorise (...) la culture des facultés mentales de communication sociale... »
Immanuel Kant

L'art a le pouvoir de provoquer des changements sociaux, politiques et culturels, et d'encourager le débat. C'est pourquoi l'implication du public à l'égard de ces enjeux est importante pour soutenir une discussion significative sur les questions qui tiennent à cœur aux Canadiens et favoriser un débat plus démocratique.

L'implication du public dans les arts et la créativité peut donner aux non-artistes un moyen de faire entendre leurs voix sur les enjeux. L'utilisation de l'art pour exprimer la dissidence par rapport aux normes politiques et sociales est une forme d'émancipation. La liberté d'expression doit être soutenue pour qu'une société continue d'être inclusive.

« C'est en plein air, c'est sous le ciel qu'il faut vous rassembler et vous livrer au doux sentiment de votre bonheur. (...) que rien de ce qui sent la contrainte et l'intérêt ne les empoisonne (...). »

Jean-Jacques Rousseau

Les personnes qui contrôlent l'accès à l'art ou qui censurent l'expression artistique restreignent la possibilité d'une participation publique active et croissante. C'est pourquoi un accès ouvert aux arts et à la créativité est essentiel au processus démocratique. L'art et la créativité peuvent confirmer la réalité, aussi bien positive que négative, et aider le public à se situer dans un contexte pratique, de façon à créer son propre sens, encourageant ainsi l'engagement civique. L'art incite les gens à mettre leur réalité en question et à accepter le changement en ouvrant le dialogue quant aux autres possibilités. S'exposer davantage aux arts ouvrira des possibilités inexploitées. C'est pourquoi l'art est la voie de passage qui relie le passé, le présent et l'avenir.

« Nous connaîtrions-nous seulement un peu nous-mêmes sans les arts? »

Gabrielle Roy

La créativité et l'art public engendrent une collectivité unie et plus engagée. Dans nos collectivités, les activités artistiques assurent une cohésion sociale parmi la mosaïque des cultures et des expressions au Canada. Nos collectivités bénéficient directement de l'art, ce qui nourrit notre sentiment d'appartenance, réaffirme la communication sociale, et abolit les barrières sociales et politiques. Les collectivités doivent créer des endroits publics où les gens peuvent se rassembler, à la fois pour créer et pour apprécier des œuvres d'art.

Les arts pour tous

Concrétiser cette vision

*Créer des lieux de rassemblement :

Espaces publics propices à l'art et à la créativité

- *Programmes communautaires et éducatifs pour les jeunes axés sur les arts
- *Urbanisme créatif :
Trouver d'autres façons d'utiliser l'espace
- *Accroître l'accessibilité à l'art au moyen de partenariats de partage communautaires avec les établissements d'arts
- *Intégrer le processus artistique dans les institutions publiques et des contextes non traditionnels

Idées concrètes pour séduire la population

Investissements dans des murales, soutien aux artistes de rue, poésie au lieu de publicité dans les transports en commun, festivals publics, transformation créative d'espaces non traditionnels, boutiques éphémères, utilisation créative des médias sociaux, espaces verts interactifs, le mentorat et les arts, accès aux musées à faible coût

Dialogue Cohésion sociale Partage Incitation au débat
Avenir des arts et de la créativité au Canada Créativité nationale Unité
Expérience publique

L'art et l'identité

L'art possède un caractère identitaire sous-jacent qui unit tous les moyens d'expression.

Parler des arts soulève inévitablement des questions. « Qu'est-ce que l'art? » « Comment définir quelque chose d'aussi abstrait? » Je vous soumets l'idée que vous l'avez déjà défini. Votre vie de tous les jours pourrait être vue comme de l'improvisation et tout ce qui se passe, qu'il s'agisse d'avoir un enfant ou de rédiger une dissertation, est un acte créateur. L'art existe déjà dans notre vie quotidienne et fait partie de l'identité de notre espèce. Toutefois, on a la perception qu'il s'agit d'un langage ou d'une discipline de maîtres, ce qui perpétue l'idée que l'art est inaccessible. Reconnaître que l'art fait partie de notre identité en tant que peuple et pays peut tout changer, depuis la façon dont nous abordons notre système d'éducation, jusqu'aux politiques et processus gouvernementaux, et à l'allure de nos centres urbains.

La créativité est comme une rivière où les galets ralentissent le courant, mais sans l'interrompre.

- Enseignement micmac

Gouvernance créative

Vous êtes un biologiste marin et mettez au point un nouveau modèle pour analyser les populations de poissons. Vous êtes un développeur d'applications et mettez sur le marché une nouvelle application qui aidera les citoyens à économiser de l'énergie à la maison. Vous êtes un travailleur dans une usine de fabrication de voitures et parvenez à améliorer la voiture en utilisant une vis plus petite. Vous êtes un parent au foyer et créez un pédibus dans votre communauté.

Nous, les êtres humains, sommes créatifs, quelle que soit notre profession. Dans bien des organisations telles que Google ou GM, il existe des structures qui favorisent et récompensent l'innovation des employés. La créativité n'est pas un principe fondateur du gouvernement canadien. Bien que les citoyens, les fonctionnaires et les élus aient souvent des objectifs communs, ils agissent isolément les uns des autres.

Les pratiques du monde des arts qui stimulent la créativité ont leur place dans notre gouvernement. Quatre principes en particulier favoriseront la curiosité qui permettra de trouver des solutions originales et créatives typiquement canadiennes :

Narration. Avez-vous déjà essayé de lire le Code criminel? Un crochet sur un bulletin de vote renseigne-t-il votre député sur vous? Sans les histoires qui expliquent pourquoi nos lois existent, et sans les motifs qui sous-tendent nos politiques, nos actions n'ont que peu de sens.

Orientation client. Une entreprise de conception étudie la collectivité avant de créer de l'art public. Cette approche peut être utilisée pour impliquer les citoyens dans la conception des politiques gouvernementales.

Scénarios (dé)raisonnables. Le théâtre d'improvisation marche parce que les acteurs disent « oui ». Ce principe peut être utilisé pour réfléchir à des solutions (qu'elles soient sérieuses ou idéalistes); il suffit de les explorer et de vérifier si elles peuvent marcher.

Prototypage rapide. Un dramaturge présente sa pièce devant de petits auditoires afin d'obtenir des rétroactions. Cette façon de faire permet aux décideurs de trouver des solutions aux problèmes à une petite échelle, avant de s'attaquer à des auditoires plus vastes.

Selon Maslow...

« Il existe une créativité plus largement répandue, applicable la vie durant et pas seulement dans les arts, qui se manifeste au quotidien dans des activités telles que les travaux ménagers ainsi que dans des tâches spécialisées nécessitant une expérience et des connaissances poussées. » [TRADUCTION]

Le présent isolé

Citoyens

Vous êtes le chanteur d'un groupe local, The Chase, à London (Ontario). Des élèves de l'école secondaire locale qui affichent des troubles de comportement ont de la difficulté à obtenir leur diplôme. Vous croyez que leur enseigner à écrire des chansons les aidera. Vous demandez au directeur si vous pouvez aider à donner les cours de musique à l'école. On vous répond que l'école ne peut vous embaucher parce que vous n'avez pas de diplôme en enseignement.

Vous abandonnez votre idée.

Fonction publique

Vous travaillez pour le ministère de l'éducation en Ontario. Vous avez essayé de penser à de nouvelles manières d'aider le succès des étudiants ayant des troubles de comportements. Vous pensez que faire venir des musiciens locaux dans les écoles aiderait la situation. Vous apportez l'idée à l'attention de votre superviseur. On vous dit qu'il n'y a pas de fond dans le budget pour votre idée et que votre idée n'est pas une priorité. **Vous abandonnez votre idée.**

Représentants élus

Vous êtes le député provincial de la circonscription de London-Fanshawe. Vous adorez écouter de la musique et avez suivi de près l'ascension d'un groupe local appelé The Chase. Un de vos fils a de la difficulté à maintenir sa concentration à l'école. Vous croyez qu'une meilleure éducation musicale pourrait l'aider. Vous voulez apporter des changements à la politique, mais ne savez pas ce qu'il faudrait changer.

Vous abandonnez votre idée.

L'avenir intégré

Le chanteur, le fonctionnaire et le député remarquent tous que les élèves ayant des problèmes de comportement ont de la difficulté à terminer le secondaire. Ils proposent différentes possibilités. Ils font l'essai des différentes possibilités en appliquant les pratiques du monde des arts. Leur solution est originale et peut être adaptée en vue d'aider de nombreuses autres écoles.

Comment s'y sont-ils pris?

« Si vous n'êtes pas prêt à vous tromper, vous ne produirez jamais rien d'original. »

Sir Ken Robinson

Demain

Vous êtes un citoyen qui croit que la musique aidera les élèves ayant des problèmes de comportement à votre école secondaire locale. Lors d'un rassemblement communautaire où les gens sont invités à raconter leur histoire, une mère parle de la difficulté qu'a son enfant à maintenir sa concentration à l'école. D'autres personnes racontent des histoires semblables. Vous proposez la musique comme solution possible. D'autres personnes appuient votre idée. Votre député entend parler des préoccupations de la communauté et trouve que votre suggestion a du sens.

Votre député parle à ses collègues. Le gouvernement provincial demande au ministère de l'Éducation de faire des recherches et de développer l'idée d'utiliser les arts pour aider les élèves ayant des problèmes de comportement. Un fonctionnaire du ministère de l'Éducation est affecté à la tâche.

Le fonctionnaire travaille avec l'école locale selon une approche axée sur le client. Ils observent les élèves et parlent avec eux ainsi qu'avec les parents et les enseignants dans le but de cerner les besoins des élèves ayant des problèmes de comportement. Ils découvrent que les élèves trouvent le programme d'études ennuyeux, qu'ils sont soumis à des pressions sociales et qu'ils sont incapables de s'exprimer dans le contexte d'une classe normale.

Ensuite, le fonctionnaire réunit un groupe diversifié de membres de la collectivité : artistes, parents, élèves, enseignants et professionnels. Ils proposent une série de scénarios (dé)raisonnables et réfléchissent aux prochaines mesures à prendre afin de les mettre en œuvre. Trois idées ressortent : établir un partenariat avec des musiciens locaux pour enseigner l'écriture de chansons, acheter du matériel d'enregistrement et assister à un concert.

Le fonctionnaire et l'école conviennent de prototyper rapidement ces trois idées. Ils embauchent un musicien pour enseigner l'écriture de chansons pendant un mois; ils achètent un microphone et un ordinateur afin d'aménager un petit studio d'enregistrement; ils invitent un groupe local à venir donner un concert à l'école. Les élèves qui assistent au spectacle profitent d'un après-midi de congé, mais la prestation n'a pas d'impact sur eux. Le matériel d'enregistrement n'est pas utilisé. Avec le musicien, chaque élève écrit une chanson et la chante à ses parents dans un café. Les notes, l'assiduité et le comportement des élèves s'améliorent.

Le fonctionnaire se rend compte que le programme du musicien a porté ses fruits. Toutefois, à l'heure actuelle, le musicien ne peut être embauché parce qu'il ne possède pas de brevet d'enseignement. Le fonctionnaire signale au gouvernement et au député qui a suggéré l'idée qu'il faudrait adopter une nouvelle loi pour permettre aux musiciens de travailler en partenariat avec les enseignants de musique.

Le député et le gouvernement élaborent une loi dans le cadre d'un processus public impliquant les citoyens. La narration aide tout le monde à communiquer.

La loi est adoptée et les écoles de l'Ontario commencent à profiter des programmes de partenariat en musique. Les besoins des élèves ayant des problèmes de comportement ont été pris en compte.

Une évolution créative de la santé et du bien-être

« J'ai commencé à entendre des voix qui ne semblaient jamais avoir de visage et je les ai écartées en me disant qu'il ne s'agissait que de mes pensées qui résonnaient bruyamment ou d'une manipulation de la part de quelqu'un d'autre. À la dernière année de mon élémentaire, j'ai finalement compris que ces voix que j'entendais pouvaient être attribuables à une forme de schizophrénie. Après des recherches plus poussées et une discussion avec mon médecin, nous avons conclu que j'avais un trouble schizoaffectif. Lorsque les voix prévalentes ont commencé à s'accentuer et qu'un mélange d'hallucinations a commencé à se manifester, j'ai lentement sombré dans un état dépressif et développé des tendances suicidaires. Toutefois, au lieu de prendre des pilules pour me « guérir », j'ai décidé d'être créatif et d'essayer de trouver une solution qui ferait appel à l'une de mes passions, la musique, pour améliorer la situation. »

« Depuis mon tout jeune âge, j'aime écouter les œuvres de Bach, de Mozart, etc. ainsi que la musique de jeux vidéo. Je suis parvenu à trouver une façon de contrôler le flot d'hallucinations et de voix en faisant jouer de la musique correspondant à certaines ambiances et ainsi j'ai commencé à façonner ma maladie en une source utile d'inspiration. Fort de ce nouveau savoir, j'ai commencé à raconter ce que je voyais et j'entendais dans un roman. C'est grâce à l'art et à la créativité que je suis parvenu à transformer ma situation unique en un avantage. »

Témoignage de Lowell K. Levenick

Une évolution créative de la santé et du bien-être

Pour l'avenir, le Canada doit reconnaître l'impact considérable que les arts peuvent avoir sur l'avancement de notre compréhension des personnes atteintes d'une maladie mentale, physique ou émotionnelle. Des bases ont déjà été jetées en ce sens, mais au cours des 50 prochaines années, il est essentiel que le Canada soit un chef de file en traitant les arts comme une partie intégrante de notre santé et de notre bien-être, et en faisant valoir les bienfaits potentiels aux autres pays. Par exemple, Arts in Health est un programme pour les administrateurs et le personnel clinique des hôpitaux et des milieux de soins qui permet de comprendre la valeur des arts pour améliorer le bien-être : www.artsinhealth.ca.

Cependant, la médecine alternative, tels que les arts, est la première qui souffre lors de coupures budgétaires dans le domaine de la sante. Le gouvernement vient d'annoncer des coupures budgétaires au montant de 36 billions de dollar, ce qui va affecter non seulement la médecine alternative, mais aussi la médecine traditionnelle. Dans le futur proche, nous devons nous opposer au coupure budgétaire. Le budget de 2015 ne doit pas être accepté. Nous devons continuer à investir dans le système de sante canadien et, lorsque le système sera sain, promouvoir les relations entre le domaine de la sante et les arts.

La relation des Inuits avec l'art et la santé

Grandir au Nunavut a été difficile pour bien des gens parce que les Inuits ne peuvent s'exprimer aussi bien que les autres Canadiens. Il s'ensuit généralement que les Inuits sont aux prises avec des problèmes refoulés ou cachés. Au fil du temps, ces problèmes deviennent de plus en plus lourds à porter. Aussi difficiles soient-ils, ils peuvent être surmontés de bien des façons, mais comme il est question de la créativité et des arts, je vais orienter les solutions dans cette direction.

Un des principaux problèmes est la consommation d'alcool, et je ne parle pas ici de boire trois ou quatre bières autour d'un feu de camp en se racontant des histoires de famille. Je parle de boire une bouteille de vodka après l'autre jusqu'à ce qu'on en oublie la douleur de vivre au Nunavut. Boire jusqu'à ce que vous ne vous rappeliez même plus qui vous êtes vraiment. Je veux dire que vous devenez une toute autre personne lorsque vous absorbez autant d'alcool. La génération qui m'a précédé sait ce que l'alcoolisme peut faire à quelqu'un sur le plan intellectuel parce qu'elle l'a vécu avant moi. Je veux donc vraiment voir les Inuits devenir un peuple qui n'a pas besoin d'aller se soûler tous les soirs jusqu'à ne plus être capable de s'amuser.

Le deuxième problème des Nunavummiuts est les drogues et la marijuana. La raison pour laquelle j'ai séparé les deux est que d'une part, pour la plupart des Inuits, les drogues désignent la cocaïne, la méthamphétamine, le crack, etc. D'autre part, la marijuana n'est pas tout à fait perçue comme une substance illégale. La marijuana est consommée si naturellement par les jeunes du Nunavut que la vue de quelqu'un qui en fume ne nous perturbe pas. N'importe où ailleurs au Canada, je me ferais regarder de travers seulement pour en avoir à porter de main. Une autre chose que je peux mentionner au sujet des drogues est qu'il s'agit de substances qui revêtent un caractère très social de nos jours. Nous avons tendance à ne pas percevoir la marijuana comme une « drogue » principalement parce qu'on s'habitue à voir les gens en fumer et à rencontrer les vendeurs de drogues dans la rue. La popularité des drogues est si grande au Nunavut que le niveau d'alerte n'est pas aussi élevé que dans le reste du Canada.

Le dernier problème dont je vais parler est le taux de suicide chez les jeunes Inuits. Étant bien conscient qu'il s'agit probablement du sujet le plus délicat à aborder, je

vais faire de mon mieux pour rester concentré sur la question. On ne peut facilement définir le suicide à un jeune âge, tant qu'on n'a pas été témoin des ravages qu'il peut causer dans une communauté, de ses effets sur la famille et les amis. Je ne comprenais pas ce qu'était le suicide jusqu'à ce que je voie mon frère aîné s'écrouler au sol en criant et en pleurant tant il en avait été affecté.

Mon frère aîné est la personne la plus forte que j'ai dans ma vie, tant physiquement que mentalement. Quand j'étais enfant, il me mettait au défi de le frapper et d'essayer de lui faire mal, et je n'y parvenais jamais, aussi violents qu'aient été mes coups. Ce n'est que vers l'âge de 15 ans que je l'ai vu « craquer » à cause du suicide. Je n'entrerai pas dans les détails sordides, mais la personne qu'il a perdue lui était très chère. Lorsqu'il a appris la nouvelle, il a presque tout perdu. Je me suis rendu compte plus tard que ce n'était pas la première fois que ma famille était affectée par ce problème. Le suicide au Nunavut peut réellement bouleverser la vie quotidienne d'un Inuit. Vous ne vous apercevrez peut-être pas qu'il a perdu un meilleur ami ou un cousin par suicide, mais vous constaterez que toute cette expérience lui a permis de voir la vie sous un meilleur jour. Les Inuits ressentent la douleur de la perte et ne veulent pas que l'histoire se répète pour la prochaine génération d'Autochtones, pas seulement d'Inuits.

Selon moi, l'art peut être utilisé comme soupape dans le cas des trois problèmes dont je viens de parler. Utiliser l'art pour articuler des pensées et des images, pour les matérialiser, peut instaurer une nouvelle dynamique en ce qui concerne où nous allons dans la vie et où nous risquons d'aboutir. L'art ne consiste pas toujours à prendre un pinceau ou un crayon pour dessiner ce que vous avez dans la tête. Selon mon expérience, la musique est l'une des meilleures façons d'exprimer ce qu'on a à dire. Découvrir ce qu'on peut faire pour devenir « meilleur » est la clé dans notre société. Nous trouvons de plus en plus de façons de nous faire entendre ou d'exposer notre art. Alors, ne vous dites pas que vous êtes tenus au silence ou que vous n'êtes pas entendus. Vous devez trouver un moyen de faire sortir ce qui est enfoui profondément en vous afin que le monde puisse l'entendre, le voir et, plus important encore, le ressentir.

Samuel Tagalik

STIMULER LES ARTS ET LA CRÉATIVITÉ

Ressources

Le secteur des arts et de la créativité au Canada bénéficie de privilèges importants. Nos ressources englobent du capital humain, dont 140 000 professionnels des arts; du capital matériel, avec tout un éventail de ressources naturelles et un accès aux marchés mondiaux; et du capital financier, alors que les investissements dans les arts ont effectivement lieu et ont le potentiel de fructifier.

Nous avons à notre disposition tout un réservoir de créativité et d'innovation. Malgré les difficultés en apparence généralisées dans le secteur, le désir de survivre n'a jamais fléchi, grâce à notre passion, à notre ingéniosité et à notre diversité.

Les arts et la créativité dans le contexte difficile actuel

À l'heure actuelle, la réalité et la conception générale des arts et de la créativité sont fortement marquées par le contexte difficile. Bien que les défis continueront d'exister, il y a des problèmes importants et des entraves auxquels il faut s'attaquer.

Nous sommes conscients que des progrès significatifs ont été réalisés du côté des professionnels de l'industrie et du domaine de l'enseignement qui reconnaissent l'importance de l'administration des arts. Le secteur des arts et de la créativité fait face à des défis uniques auxquels il importe de s'attaquer directement. Malgré la reconnaissance de ces défis, le nombre d'administrateurs compétents dans le domaine des arts ne permet pas encore de satisfaire à la demande. En outre, un trop grand nombre a de la difficulté à composer avec les structures du monde réel sans un dialogue cohérent et sans information sur ce que cela signifie d'être un artiste ou un organisme sain, et de maximiser le potentiel dans les limites d'un cadre juridique, financier et social.

Étant donné que nous acceptons que les difficultés aillent de pair avec les arts et que cela nous permet de faire des gains, nous ne nous attaquons pas aux problèmes systémiques qui nuisent aux arts et à la créativité, et à ses participants. Les cycles de misère, de problèmes de santé mentale et d'exploitation ne doivent pas être considérés comme des phénomènes inévitables qui vont de pair avec les arts.

Éducation

D'ici 2064, l'approche pédagogique en ce qui concerne les arts et la créativité à l'élémentaire et au secondaire devra satisfaire à trois critères pour donner à nos jeunes les outils de développement nécessaires : 1) les systèmes d'éducation doivent expliciter et rendre cohérentes les valeurs sur lesquelles ils sont fondés; 2) il doit y avoir une vision claire en ce qui concerne le rôle des arts et de la créativité dans la transmission de ces valeurs; 3) les systèmes d'éducation doivent investir dans les professionnels et les ressources nécessaires pour donner de l'importance et de la crédibilité à ces valeurs et à cette vision.

Les affaires

Étant donné que les organisations du domaine des arts et de la créativité n'utilisent pas les mêmes indicateurs de réussite et de santé que les entreprises, le travail des administrateurs d'art actuels et des universitaires doit s'accélérer. D'ici 2024, les meilleures pratiques en administration des arts devront être répandues et accessibles afin de maximiser l'utilisation et l'efficacité de nos ressources.

Le processus de collaboration

Afin de s'attaquer au phénomène laborieux des arts, le secteur des arts et de la créativité doit rejeter l'idée du jeu à somme nulle et adopter une approche

constructive dans ses relations. L'approche combative en ce qui concerne le développement donne lieu à d'inévitables coûts et pertes qui ne contribuent aucunement à la viabilité des arts et de la créativité. Pour croître, le secteur doit s'intéresser à la progression de tous les aspects de la société.

Compte tenu du potentiel créatif illimité en ce qui concerne les arts et la créativité, des solutions de rechange aux luttes sempiternelles doivent être envisagées, soit en remodelant les cadres existants ou en créant quelque chose d'innovateur. La discussion suivante au sujet des sources de financement dans les arts illustre les problèmes de longue date qui nécessitent des solutions de rechange.

Le Conseil des arts du Canada a fait ressortir l'impact immense des arts sur la vie des Canadiens, notamment en matière de développement économique, de santé et de mieux-être, et de développement communautaire. Notre vision pour 2064 est de donner au secteur des arts et de la créativité la capacité de surmonter ses obstacles et d'acquérir la liberté de maximiser son potentiel.

STIMULER LES ARTS ET LA CRÉATIVITÉ

D'où vient l'argent?

Financement public

Il est dans l'intérêt du gouvernement de soutenir les artistes et le secteur des arts. À l'heure actuelle, ce soutien prend la forme de subventions, de fonds et d'investissements. Cette méthode fonctionne dans les secteurs d'activité fondés sur le profit, mais pour le secteur des arts créatifs, nous pouvons agir de façon à répondre aux besoins des artistes et du gouvernement. De nombreux artistes qui produisent des œuvres de niveau professionnel ont de la difficulté à tirer des revenus durables de leur travail.

OU

Financement privé

Soutenir notre voisin et notre collectivité fait partie des valeurs canadiennes; bien des Canadiens et des entreprises canadiennes souhaitent soutenir les artistes et les arts. Toutefois, les artistes ont peu à offrir en retour si ce n'est la reconnaissance des donateurs. Les organisations du domaine des arts qui ont un statut d'organisme de bienfaisance peuvent offrir des reçus d'impôt, mais il n'est pas possible pour un artiste de s'enregistrer comme organisme de bienfaisance.

Faire marcher les deux

Le secteur public est intéressé à soutenir les artistes, mais ses ressources sont limitées, et nous ne souhaitons pas augmenter les impôts. Le secteur privé est intéressé à soutenir les artistes et souhaite généralement payer moins d'impôts. Pour combler le déficit au niveau du soutien durable des arts, traitons les artistes comme des organismes de bienfaisance et permettons-leur de délivrer des reçus d'impôt pour les dons et les contributions. De cette façon, nous allégeons le fardeau du secteur public en ce qui concerne le financement direct des artistes et permettons une implication communautaire accrue dans les arts.

Justice et équité

Équité

L'équivalence, pas la similitude

Justice

L'idée qu'il existe des principes universels, dépourvus de toute forme de préjugé et de discrimination, qui guident les gens au moment de définir ce qui est bien et ce qui est mal, quelle que soit votre culture ou la société dans laquelle vous vivez.

Une société juste

« Une société juste est une société dans laquelle la responsabilité de veiller à ce que justice soit faite appartient tant à la minorité qu'à la majorité, de façon à créer un environnement où tout le monde a la possibilité de s'épanouir pleinement. Pour connaître les injustices historiques qui ont été commises et comprendre celles qui se perpétuent encore aujourd'hui, la narration de notre histoire nationale doit reposer sur la vérité. La justice nécessite une prise de conscience active de la façon dont les actions à l'échelle individuelle et collective/structurelle contribuent passivement à l'injustice sociale. La justice n'est pas une fin en soi; elle doit être un pilier identitaire du peuple canadien de manière à pouvoir assurer l'équité pour les autres. »

[TRADUCTION]

Cette carte présente la multitude d'enjeux en matière de justice et d'équité au Canada.

Ces problèmes et leurs causes sont incroyablement complexes et interreliés.

Les conversations ont été entamées, mais malheureusement nous n'avons fait qu'effleurer la question.

Devenir un chef de file de la réduction de la pauvreté

Le contexte canadien

La pauvreté est un vaste concept qui touche les individus, les familles et les communautés un peu partout au Canada. La pauvreté est présente à des taux disproportionnés et alarmants dans les groupes marginalisés de certaines communautés, souvent à cause d'un ensemble de facteurs complexes tels que les inégalités de revenu croissantes, le racisme (aussi bien direct qu'institutionnel), les répercussions de la colonisation, l'inégalité entre les sexes, l'inaccessibilité des services, les problèmes de santé physique et mentale, l'embourgeoisement, etc.

Au cours des 50 prochaines années, le Canada doit accorder plus d'attention et affecter plus de ressources au règlement de ces problèmes de façon à devenir un chef de file en matière de réduction de la pauvreté. Cela veut dire améliorer l'accès aux services dont les gens ont besoin et remplacer l'approche axée essentiellement sur les plaintes par une approche plus préventive et proactive. Nous devrions soutenir nos communautés d'une manière non seulement qui les aide lorsqu'elles sont dans la pauvreté, mais aussi qui les empêche à la base de sombrer dans la misère.

L'impact sur les communautés autochtones

La colonisation (passée et actuelle) a engendré dans les communautés autochtones des taux alarmants de pauvreté. Par exemple, de nombreuses communautés aujourd'hui n'ont pas accès à de l'eau potable, et sont aux prises avec des taux élevés d'itinérance, avec des problèmes de santé importants tels que l'obésité et certains cancers, et avec de forts taux de suicide. Pour surmonter ces défis, nous devons réformer nos services sociaux de façon à ce qu'ils soient plus sûrs et pertinents sur le plan culturel, et élaborer/financer de nouvelles mesures de soutien prises en charge par les communautés elles-mêmes en vue de s'attaquer aux causes profondes. Nous considérons l'éducation comme l'un des facteurs déterminants les plus importants en ce qui concerne la pauvreté et la santé dans ces communautés, et nous devons donc aplanir l'écart de financement entre les élèves et les écoles autochtones et non autochtones.

Surmonter les obstacles institutionnels

Bien que les défis qui nous attendent en matière de pauvreté soient nombreux, il est nécessaire d'agir dans les 50 prochaines années. D'abord, éliminer les obstacles institutionnels dans le secteur public et le secteur privé est une excellente façon d'y parvenir. On peut atteindre cet objectif en se servant de la recherche, de l'évaluation, de l'entrepreneuriat social et de partenariats communautaires pour accroître les services sociaux.

La corrélation entre l'éducation et la pauvreté fait ressortir clairement l'importance de telles adaptations en ce qui concerne la façon dont le Canada approche la réduction de la pauvreté.

Barrières linguistiques

À l'heure actuelle, au Canada, les différences linguistiques nuisent à l'accès au travail. Pour permettre à tous les Canadiens de s'intégrer à leur milieu, autant en anglais qu'en français, nous proposons des programmes bilingues améliorés dans toutes les écoles du pays. En éliminant les barrières linguistiques, nous rendrons le marché du travail plus concurrentiel et nous offrirons davantage de possibilités d'emplois afin de permettre à un plus grand nombre de personnes de travailler et de se sortir de la pauvreté.

Transition vers l'emploi chez les immigrants

Un autre problème cerné est la transition vers l'emploi chez les immigrants au Canada. Actuellement, les nouveaux arrivants ne peuvent exercer le métier dans lequel ils se sont spécialisés. La procédure habituelle pour reconnaître les diplômes étrangers est longue et coûteuse, ce qui oblige les nouveaux arrivants à occuper un emploi peu payant entre-temps. Nous voulons que les immigrants aient accès à des services améliorés pour accélérer leur intégration à la vie canadienne, particulièrement pour ceux qui ont fait des études supérieures. Cette mesure permettrait de diminuer le taux de pauvreté et de combler la pénurie de main-d'œuvre professionnelle.

Égalité

Le Canada est un pays reconnu pour sa qualité de vie et sa société inclusive, mais il ne faut pas oublier qu'il y subsiste certaines lacunes. Pour atteindre notre but, soit devenir un pays où il fait vraiment bon vivre, chacun doit reconnaître les différentes minorités et faire un effort pour mieux les comprendre et les inclure afin qu'elles puissent s'engager pleinement dans la société canadienne.

Droits des personnes à mobilité réduite

Les personnes à mobilité réduite n'ont pas toujours accès à des moyens de transport et à des installations appropriés à leurs besoins. Nous aimerions qu'il y ait davantage de subventions et de fonds octroyés pour permettre à chaque personne à mobilité réduite de vivre dans un environnement adapté à sa situation.

Droits des réfugiés et des travailleurs temporaires

À l'heure actuelle, au Canada, les programmes sociaux destinés aux personnes en voie d'obtenir leur citoyenneté ou aux réfugiés n'assurent pas l'égalité de ces derniers. Les politiques d'immigration présentent certaines lacunes, car elles ne facilitent pas la transition des réfugiés et des travailleurs temporaires entre leur pays d'origine et le Canada, en particulier sur le plan professionnel. Nous aimerions que le processus d'entrée au Canada soit juste et efficace afin d'offrir un havre de paix aux réfugiés.

Droits des LGBTQ

Au Canada, les personnes LGBTQ ont un accès limité aux programmes et aux ressources. Elles ont aussi beaucoup de difficulté à trouver des professionnels de la santé spécialisés dans le domaine. Nous aimerions que les personnes transgenres puissent contribuer pleinement à la société, qu'elles puissent avoir accès à des infrastructures adéquates, comme des salles de bain neutres, et qu'elles puissent avoir accès à des logements et à des emplois.

Égalité des sexes

Beaucoup de changements ont déjà été amorcés pour que soient reconnus les droits des femmes; cependant, les postes les mieux rémunérés au Canada sont encore détenus par des hommes. Les causes sont subtiles, variées et enracinées dans plusieurs niveaux de notre société, selon les valeurs ou les perceptions concernant les femmes ayant du pouvoir.

D'ici 50 ans...

Il serait important de développer une culture d'appréciation et de respect du potentiel professionnel des femmes afin d'offrir à ces dernières plus de possibilités d'emploi et de choix de carrière fondés sur les compétences et le travail.

Rebâtir les relations entre les communautés autochtones et non autochtones

Revoir notre approche

« En tant que femme micmaque, j'ai toujours voulu m'élever au-dessus de l'aspect négatif de la soi-disant « question autochtone » et donner une vision plus positive de ma culture. Je suis très privilégiée d'être Autochtone et la plupart du temps, c'est tout ce que j'ai. »

*– Payton Jadis, 19 ans
Première nation Abegweit*

Lorsque nous réfléchissons à l'idée de rebâtir les relations entre les Autochtones et les non-Autochtones qui occupent ce pays, nous croyons qu'il faut repenser ce sur quoi elles reposent et la façon dont les deux groupes doivent s'approcher mutuellement aussi bien sur le plan individuel que collectif.

Avant d'envisager les politiques à adopter et les décisions à prendre en ce qui concerne les enjeux autochtones, nous devons prendre du recul et entreprendre en

priorité de rebâtir les piliers de toute relation saine et positive — l’humilité, la compréhension et le respect. Cela implique d’échanger des connaissances et, souvent, d’entamer un dialogue difficile qui permet d’apprendre de l’histoire des uns et des autres, et qui donne l’occasion de briser les stéréotypes.

Le Canada doit changer sa façon de penser qui repose sur le concept du « problème indien » ou de la « question autochtone » et adopter une conception plus positive des relations que nous entretenons les uns avec les autres. Au lieu d’un « problème » ou d’une « question », regardons nos forces mutuelles, les possibilités et nos talents. Devenons des alliés et, plus important encore, des amis. Pour ce faire, nous devons continuer à reconnaître l’histoire des Autochtones au Canada et à favoriser une prise de conscience plus grande, notamment en ce qui concerne la violence, la marginalisation et les autres formes d’oppression qu’a apportées la colonisation. Pendant de nombreuses années, ces histoires ont été ignorées, voire niées, par certains et nous devons donc les amener à l’avant-plan de la conscience canadienne et créer des espaces où les Autochtones pourront raconter leurs histoires. Ces histoires feront non seulement ressortir la douleur et les défis du passé et d’aujourd’hui, mais mettront aussi en évidence les forces, la beauté et la résilience des communautés des Premières nations, des Métis et des Inuits.

Nous croyons également que la jeunesse — y compris nous-mêmes — jouera un rôle clé dans la redéfinition et la reconstruction de ces relations d’une façon différente des générations antérieures. Les jeunes doivent avoir la possibilité de prendre part à un dialogue qui leur permettra de rire, de poser des questions, de pleurer et d’apprendre ensemble, dans l’espoir de bâtir de nouvelles amitiés.

Dans le cadre de ce processus, nous devons trouver des points communs, tout en valorisant les différences. Il faut être patient, courageux, humble et rempli d’espoir si nous voulons parvenir à apporter des changements durables. Faisons les premiers pas en essayant de trouver des occasions d’ouvrir le dialogue et d’établir des liens d’amitié, et en commençant à rebâtir les relations entre les peuples autochtones et non autochtones.

« Nunavut est un mot inuktitut qui veut dire “notre terre”. En tant que jeune femme inuite, je crois en un Canada non seulement qui comprend cette définition, mais aussi qui reconnaît à quel point elle est au centre de notre identité. Nous sommes des Nunavummiuts — le “peuple de la terre”. »

– Alianai Niviatsiak, 22 ans, Rankin Inlet, Nunavut

Environnement

Nous croyons en un Canada où...

- La terre est importante et pas seulement pour sa valeur économique.

- L'on respecte et comprend la relation des Autochtones avec la terre, notamment sur le plan spirituel et identitaire.
- Les peuples autochtones sont non seulement consultés dans le cadre du processus de développement des ressources, mais aussi ont le dernier mot dans le processus décisionnel en ce qui concerne l'utilisation des ressources sur leurs territoires (voir la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, article 32.2).
- Il y a une prise de conscience et une réaction par rapport au fait que les effets négatifs des dommages environnementaux occasionnés par l'extraction des ressources et l'industrie (p. ex. : les résidus miniers, les déversements de pétrole, la pollution attribuable aux pipelines, etc.) sont ressentis de façon disproportionnée par les communautés autochtones. Cela ne doit plus être.
- Les mesures de prévention et d'adaptation — relatives aux changements climatiques — sont concentrées dans les communautés qui ressentent le plus les effets et qui n'ont peut-être pas les ressources pour relever seules ce défi. Il faut tenir compte du fait que les changements climatiques vont affecter les communautés de façon différente dans l'ensemble du pays et que ce sont souvent les communautés autochtones qui seront les plus touchées. Ces mesures doivent viser à aider ces communautés à demeurer sur leurs territoires et à maintenir leur mode de vie. Cela est particulièrement important puisque la subsistance et la spiritualité de la plupart des communautés autochtones sont axées sur la terre et que certaines communautés qui sont plus au nord ressentiront les effets de façon plus marquée.

Santé et sécurité

Nous croyons en un Canada où...

- Les femmes autochtones ne font pas l'objet de discrimination, de violence ou de haine. Nous devons mettre un terme à la tragédie nationale des femmes disparues et assassinées.
- Des soins de santé et des services sociaux culturellement adaptés sont non seulement offerts, mais sont aussi au centre de l'infrastructure sociale.
- Les enfants autochtones ne sont pas surreprésentés dans le système de protection de l'enfance et les communautés autochtones ont tous les pouvoirs quant à la façon dont on prend soin et on soutient leurs enfants.

- L'accès aux spécialistes de la santé est offert à tous les peuples, y compris ceux des communautés rurales et du Nord. Cela sous-entend un soutien financier équitable qui tient compte du fait que l'investissement nécessaire peut être plus élevé dans certaines communautés que dans d'autres.
- Les communautés autochtones n'éprouvent pas davantage de problèmes de santé et de sécurité que les communautés non autochtones

« En tant que Métisse qui s'identifie fortement à ses racines tant autochtones que non autochtones, j'ai passé beaucoup de temps à m'interroger sur mon identité et mon appartenance — spécialement dans le contexte de la réconciliation. Pendant longtemps, j'étais confuse par rapport à mon héritage mixte que je percevais comme un handicap, mais maintenant plus que jamais j'en suis fière et je le vois comme une occasion de rapprocher ces deux communautés. »

– Lindsay DuPré, 24 ans, Métis Nation of Ontario

Éducation

Nous croyons en un Canada où...

- Tous les peuples qui partagent ce territoire comprennent l'histoire autochtone et la colonisation au Canada. Cela comprend les colons et les nouveaux arrivants ainsi que les peuples autochtones de toutes les communautés qui, dans le passé, n'ont peut-être pas eu le privilège d'accéder à ce savoir.
- Tous les peuples sont conscients du territoire traditionnel sur lequel ils vivent, travaillent et voyagent.
- Les deux parties reconnaissent leurs liens avec les traités et les accords territoriaux, et que ceux-ci sous-tendent l'établissement et la présence des non-Autochtones sur ce territoire. En l'absence de traité, les gens doivent apprendre et comprendre l'importance qu'un arrangement juste soit conclu entre les peuples autochtones et non autochtones qui occupent le territoire.
- L'éducation ne repose pas uniquement sur des cadres et des épistémologies d'origine euro-occidentale, mais tient compte aussi de formes alternatives de savoir et d'apprentissage. Cela sous-entend la décolonisation et l'autochtonisation de nos approches ainsi que la réévaluation de ce qui constitue un savoir ou une expertise « valide » (c.-à-d. qui mérite le respect).
- Il y a un financement équitable qui tient compte des ressources nécessaires pour soutenir convenablement les enfants dans des communautés différentes. Cela veut dire que certaines communautés peuvent recevoir

davantage de financement selon leurs besoins. Par exemple, certaines communautés peuvent avoir besoin de plus de ressources pour le transport et l'alimentation des élèves. Cela peut aussi vouloir dire d'accroître le financement des étudiants autochtones dans les milieux urbains qui peuvent avoir besoin d'un soutien financier pour défrayer le matériel scolaire (l'achat d'ordinateurs portatifs, par exemple).

- Le pouvoir décisionnel relatif aux programmes d'études devrait appartenir aux communautés elles-mêmes. Cela pourrait comprendre une collaboration qui tiendrait compte d'approches pédagogiques utilisées dans d'autres communautés qui leur permettrait d'exploiter leurs forces.
- Quelle que soit l'école, des ressources seront offertes en vue de soutenir les élèves durant leurs études, afin que les élèves autochtones atteignent ou dépassent la moyenne nationale pour tous les indicateurs en matière d'éducation (taux de diplomation, inscription aux études postsecondaires, etc.).

Gouvernance et communications

Nous croyons en un Canada où...

- Il pourrait y avoir une restructuration de la gouvernance et des communications à tous les échelons qui favoriserait une répartition plus équilibrée du pouvoir que par le passé. En pareil cas, cette restructuration devrait non seulement prévoir une meilleure représentation des expériences et des opinions autochtones, mais aussi accorder la priorité au droit des Autochtones à l'autonomie et à d'autres approches en matière de gouvernance et de justice. Il pourrait s'agir de structures de gouvernance distinctes, mais les structures et le leadership reposeraient sur une meilleure compréhension et une meilleure communication entre les parties.
- Les communautés autochtones sont au cœur du processus décisionnel en ce qui concerne cette restructuration et la façon de l'aborder.
- Les communautés autochtones devraient non seulement être consultées pour la prise de décisions, mais aussi avoir le pouvoir de rendre la décision finale en ce qui concerne les enjeux, notamment au sujet des ressources qui se trouvent sur leurs territoires traditionnels.
- La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones est appliquée, et des efforts sont déployés afin que le pays devienne un exemple à l'échelle internationale pour les liens solides et respectueux qu'il entretient avec ses communautés autochtones.

- Les relations et les ententes entre les gouvernements et les communautés autochtones reviennent à l'esprit, aux intentions et aux valeurs qui sous-tendaient les traités initiaux. Cela sous-entend de miser sur le respect mutuel et la confiance plutôt que sur l'exploitation ou la tromperie. Les traités et les accords initiaux (ainsi que les futurs arrangements) devraient être mieux respectés et servir à façonner les relations et les ententes dans les différents territoires.

Justice pénale

Code criminel : Comment la loi nous est présentée

Le Code criminel est la représentation de la justice pénale au Canada. Nous avons droit à un code criminel compréhensible, pertinent et contemporain. Dans cette optique, une révision du Code criminel devrait être effectuée afin :

- d'adapter le langage en fonction des mœurs et des valeurs contemporaines, ce qui comprend les connotations religieuses qui risqueraient de ne pas interpeller les générations à venir;
- de rendre le Code vraiment compréhensible;
- d'éliminer les concepts archaïques qui ne sont plus pertinents.

Cela doit être fait maintenant en raison de l'évolution des technologies. Cette réalité nécessitera l'adaptation de notre Code criminel afin de réagir à ces nouveaux enjeux. De plus, il ne sert à rien de réviser le Code criminel si l'on n'a pas l'intention de le rendre plus accessible et utile pour tous les Canadiens. Cela sous-entend de créer un code compréhensible, concis et didactique. Le résultat final devrait être un Code représentatif de ce que les Canadiens attendent d'une société juste et équitable.

Toutes les lois qui seront créées ou modifiées dans l'avenir devraient également tenir compte de ce qui suit :

- Elles devraient permettre aux gens qui sont touchés directement par ces questions de prendre part à la création des normes et tenir compte de leurs intérêts.
- Les consultations ne devraient pas être dénuées de sens; les lois créées devraient tenir compte des résultats d'un processus de collaboration.

La notion de justice institutionnelle devrait être élargie

Nous croyons en un système judiciaire canadien qui ne présume pas que l'incarcération est toujours la meilleure option et qui est ouvert à d'autres façons de

s'assurer que justice soit faite. Une de ces options pourrait consister à intégrer les principes de la justice réparatrice dans l'ensemble du système judiciaire. Le Service correctionnel du Canada définit la justice réparatrice comme une approche qui « contribue à répondre aux besoins des personnes touchées par la criminalité et les conflits en favorisant l'inclusion et la participation. Les pratiques de justice réparatrice permettent aux personnes qui ont subi un tort et à celles qui leur ont causé ce tort de participer volontairement à un processus axé sur la justice, la responsabilisation et la réparation. »

Le Canada connaît une tendance à la baisse durable du taux de criminalité, ce qui ouvre la possibilité d'explorer cette voie. Incorporer des aspects de la justice réparatrice dans le système judiciaire canadien pourrait permettre de créer une société plus harmonieuse et juste. Or, malgré une tendance à la baisse de la criminalité, on constate néanmoins une augmentation du taux d'incarcération des groupes marginalisés tels que les peuples autochtones. En adoptant une mentalité inclusive et en acceptant des approches différentes en matière de justice, nous pouvons responsabiliser les communautés les plus touchées par un tel système punitif.

Appliquer un tel principe peut avoir des effets plus positifs pour la société ainsi que pour les personnes affectées par le crime. Toutefois, nous reconnaissons que cela n'est pas approprié dans toutes les circonstances. En fin de compte, cette approche pourrait se révéler plus rentable, en plus de réduire le taux de récidive. En conclusion, les personnes qui travaillent dans le système judiciaire devraient être représentatives de la diversité d'une société multiculturelle.

Justice pénale

Perception de la société

Nous croyons que la perception de la société à l'égard des criminels doit s'améliorer. Nous devons nous employer à réduire la discrimination à l'encontre des personnes ayant un dossier criminel. Notre société doit participer à la réhabilitation des criminels et à leur réinsertion post-carcérale. Nous devons chercher à limiter la double peine imposée par le jugement sociétal à l'égard des criminels, lequel contribue à la marginalisation et encourage la récidive. Nous devons également changer la perception à l'égard des victimes pour éviter de perpétuer une culture du blâme. Certaines victimes sont ostracisées et perçues comme étant elles-mêmes responsables de leurs problèmes. Il faut faire en sorte que les victimes cessent de se sentir coupables et s'adressent au système de justice pour obtenir réparation. Les victimes sont en droit de se sentir respectées tout au long du processus judiciaire, et elles doivent être traitées avec

bienveillance. Le rétablissement des victimes doit être aussi important que la responsabilisation des criminels.

Appliquer le droit canadien aux entreprises canadiennes à l'étranger

Nous sommes conscients de l'hypocrisie inhérente qu'il y a à défendre ardemment les droits de la personne chez nous tout en demeurant passif à leur égard à l'étranger. C'est pourquoi nous estimons que les entreprises basées au Canada qui mènent des activités dans d'autres pays devraient être tenues de respecter les lois canadiennes. Cela est vrai particulièrement pour le droit criminel qui a pour but de protéger les populations. Il importe de souligner que ces crimes sont souvent commis à l'endroit des Autochtones ou des groupes marginalisés. Cela nécessitera une responsabilité sociale accrue de la part des entreprises ainsi qu'une prise de conscience de la population. En fin de compte, la protection des populations à l'étranger favorisera une protection plus cohérente et meilleure des Autochtones et des populations marginalisées au Canada. Un exemple concret d'application de nos lois à l'égard des Canadiens à l'étranger est la poursuite au criminel des individus qui s'adonnent au tourisme sexuel illégal (particulièrement avec des mineurs) dans d'autres pays.

Système civil

Nous croyons que le système de justice civile canadien a des défis à relever au niveau de l'accessibilité. L'accessibilité est cruciale pour une société juste parce que sans elle, une personne ne peut exercer ni faire appliquer ses droits. Dans cette optique et en reconnaissance de l'importance des deux langues officielles au Canada, tous les services de justice civile dans l'ensemble du pays devraient être accessibles en français et en anglais. Nous devons également examiner les problèmes de financement en ce qui concerne l'administration de la justice, de sorte que tout le monde, peu importe sa situation financière, puisse avoir accès aux mêmes services dans un délai raisonnable. Cela sous-entendrait d'accroître l'admissibilité à l'aide juridique ainsi que d'élargir les domaines du droit auxquels ce service pourrait s'appliquer. De plus, il faudrait s'assurer que les dépenses relatives aux témoins experts et les frais judiciaires ne deviennent pas un fardeau ou un obstacle qui empêcherait les gens d'avoir accès au système judiciaire. En définitive, le fait d'améliorer l'accessibilité stimulerait la confiance de la population envers le système judiciaire.

Criminalité des cols blancs et des entreprises

Il faut reconnaître le fait que les crimes économiques ne sont pas perçus de la même façon que les crimes contre la personne. Les crimes économiques touchent plusieurs personnes, directement ou indirectement, et il ne faut pas minimiser leur impact. La fraude, la corruption et les autres infractions similaires nourrissent le cynisme et le pessimisme que ressentent la population à l'égard du système de justice et des institutions. Il faut briser la culture de l'impunité et faire en sorte que ces criminels répondent de leurs actes.

Apprentissage et développement social

La société ne consiste pas en individus, mais exprime la somme des interrelations, les relations au sein desquelles ces individus sont insérés.
- **KARL MARX**

Organisation Développement de l'apprentissage Développement social

Développement de l'apprentissage

L'éducation institutionnelle est le fondement de l'apprentissage dans la vie d'une jeune personne. C'est pourquoi nous sommes convaincus de l'importance d'offrir un système public d'éducation capable de s'adapter à l'évolution des valeurs de la société au cours des 50 prochaines années, de manière à aider les élèves à devenir plus compétents, à être en meilleure santé sur le plan affectif et à acquérir une conscience culturelle. Tous les élèves ont le droit d'apprendre dans une classe où ils ont l'impression qu'on répond à leurs besoins; l'histoire personnelle des élèves et les circonstances ne devraient pas les empêcher de s'épanouir pleinement. Pour atteindre l'objectif d'offrir des classes idéales dans les écoles canadiennes, nous imaginons un avenir dans lequel des réalisations importantes ont été faites sur le plan de la normalisation des contenus à l'échelle du pays et où les questions d'accessibilité et de respect des besoins particuliers ont été prises en compte et améliorées.

Un problème fondamental auquel font face nos élèves est le manque d'uniformité des contenus entre les systèmes d'éducation provinciaux et territoriaux. Au Canada, les programmes d'études dans les provinces et les territoires varient beaucoup et devraient être examinés dans le but d'en cerner les principales lacunes et de faire ressortir les réussites. Il s'agit d'une étape cruciale pour s'assurer que les élèves canadiens acquièrent un savoir équivalent, quel que soit l'endroit où ils étudient.

De plus, il est essentiel sur le plan de l'éducation au Canada et de l'identité nationale de mieux intégrer les cultures autochtones et les questions d'actualité dans les programmes des systèmes scolaires. Historiquement, l'opinion des peuples autochtones a été marginalisée au moyen d'un racisme institutionnalisé, et encore aujourd'hui, des écoles canadiennes continuent d'avoir à leur service des enseignants qui sont culturellement ignorants des questions qui constituent des enjeux contemporains pour les peuples autochtones. Pour rétablir les relations entre les Canadiens non autochtones et autochtones, il faut que les enseignants comprennent que ces enjeux sont actuels et ne sont pas chose du passé, afin que des

changements puissent être apportés. Par exemple, la terminologie utilisée dans le système d'éducation canadien doit être changée afin de faire disparaître des formulations comme « le problème autochtone » ou « la question autochtone », et d'aborder plutôt le développement et l'autonomie des peuples autochtones dans le futur.

L'Association canadienne pour la santé mentale
Environ 10 % à 20 % des jeunes Canadiens sont touchés par une maladie mentale ou un trouble mental.

Développement de l'apprentissage

Un autre problème fondamental auquel font face nos élèves concerne l'équilibre entre l'accommodement de leurs besoins particuliers et la promotion de leur intégration dans la classe. L'inclusion des élèves de tous les niveaux de capacité est un objectif qu'il faut tenter d'atteindre, mais il convient de procéder avec précaution afin que tous les élèves disposent des outils dont ils ont besoin pour réussir. Il ne faut ni agir de façon extrême en plaçant les enfants qui ont des troubles d'apprentissage dans des écoles séparées ni établir des classes sans tenir compte des besoins particuliers associés à tous les niveaux de capacité. La réponse se trouve quelque part au milieu et doit tenir compte des deux côtés pour qu'une entente soit possible. Il est crucial que les élèves ayant des besoins intellectuels différents soient entendus afin qu'ils puissent devenir des citoyens instruits.

La maladie mentale et ses conséquences, notamment la dépression et le suicide, sont un problème dont la solution exige la participation du système d'éducation canadien. Une formation adéquate qui permettrait à nos éducateurs de soutenir la santé mentale des jeunes pourrait entraîner une diminution du taux de suicide chez les jeunes Canadiens. Cette formation pourrait prévoir par exemple des ateliers de perfectionnement professionnel auxquels assisteraient régulièrement des éducateurs du niveau pré-universitaire pour acquérir des outils qui leur permettraient de repérer les élèves ayant besoin de soutien psychologique.

Il est nécessaire d'implanter un programme de formation pratique à l'intention des enseignants si l'on veut favoriser l'intégration des élèves ayant des besoins particuliers – notamment les élèves ayant des problèmes de santé mentale – ainsi que l'intégration de contenu autochtone dans les cours des niveaux primaire et secondaire. Il faut également élaborer un programme de formation permettant aux futurs enseignants de se spécialiser dans les domaines qu'ils enseigneront afin de diminuer le nombre d'enseignants affectés à des matières qui ne relèvent pas de leurs compétences (par exemple un enseignant en histoire qui a étudié l'enseignement de la biologie). Évidemment, un tel projet demande un investissement financier important au départ, mais il permettra de former des étudiants plus compétents et confiants en leurs capacités.

En formant des enseignants bien informés et empathiques qui seront appelés à travailler dans un système national cohérent, nous pouvons nous assurer que la prochaine génération d'élèves diplômés canadiens aura davantage confiance en elle, en son éducation et en sa culture.

Développement social

Secteur religieux

Le Canada d'aujourd'hui et son histoire ont été façonnés par des conflits religieux : entre les catholiques et les protestants, les jésuites et les Autochtones, la majorité judéo-chrétienne et les groupes religieux minoritaires. Bien qu'il soit facile de considérer la religion comme une source de conflit et, par le fait même, de l'exclure de la discussion sur l'apprentissage et le développement social, nous ne croyons pas que le Canada de 2064 doive être entièrement laïque. La religion fait partie intégrante du tissu social canadien et ne doit pas être laissée de côté dans notre effort de créer une société plus moderne. Lorsque nous discutons de la question de l'oppression engendrée par la religion, nous devons faire particulièrement attention d'assurer de façon durable l'existence des institutions religieuses et de tenir compte de leurs bienfaits dans les domaines de l'apprentissage et du développement social.

Commençons par la question de l'oppression. Il est bien connu que la violence physique et sexuelle sévit encore dans de nombreuses communautés religieuses, comme en témoignent les grands titres récents à propos de cas d'abus dans des relations de pouvoir inégales. Qu'il s'agisse d'un parent qui réduit au silence un enfant maltraité, d'un chef religieux qui profite de sa position d'autorité, d'une communauté religieuse qui humilie les victimes ou de chefs qui prêchent la haine envers d'autres communautés, le Canada de 2064 doit protéger les victimes tout en faisant preuve de prudence en ce qui concerne les libertés religieuses énoncées dans la Charte.

En 2064, la justice sera accessible à tous, quelle que soit l'appartenance religieuse, en particulier dans les cas de diffamation, de calomnie, de diffusion de propos haineux, de violence et d'agression sexuelle. Trop souvent, les victimes éprouvent de la honte et ont peur de s'adresser aux autorités judiciaires parce qu'elles doutent de leur efficacité et parce qu'elles risquent d'être mises à l'écart par leur collectivité et leur famille. Afin d'atteindre cet objectif, nous jugeons nécessaire d'améliorer le processus de signalement afin qu'il protège la dignité et assure la sécurité des victimes. Lorsque des allégations d'abus sont prouvées, il faut empêcher que l'abuseur retrouve une position d'autorité, et ce, peu importe les valeurs communautaires et religieuses de la collectivité.

Développement social

Secteur religieux

Examinons maintenant le rôle de l'État à l'égard de l'oppression exercée par certains leaders religieux. Dans plusieurs provinces, des écoles religieuses reçoivent un financement public. Ces écoles, qui privilégient certaines religions, voient leur principal objectif s'éroder peu à peu. En ouvrant leurs portes aux membres de toute religion, ces écoles sont passées d'un rôle de protecteur à un rôle d'évangéliste. Parce qu'elles ont de nombreuses occasions de prêcher des idées et des valeurs qui ne sont pas partagées par l'État, ces écoles risquent de perpétuer la haine en se servant de la religion.

Au fur et à mesure que la démographie religieuse du Canada évolue, les limites constitutionnelles de notre liberté religieuse risquent de subir des pressions sur plusieurs fronts. Plus précisément, il semble exister clairement une tension entre les priorités en ce qui concerne les intérêts nationaux et civiques, et les attentes relatives à la liberté d'expression doctrinale et idéologique sans restriction. Il s'agit d'un problème difficile à régler qui pourrait se révéler insoluble, mais un certain nombre de principes généraux pourraient nous guider dans cette discussion qui se doit d'être nuancée.

Le domaine qui est peut-être le plus en vue en ce qui concerne l'application de limites est celui de la sécurité nationale et de l'identification. Ces difficiles conversations sont à leur comble dans de multiples sphères, et sont peut-être encore plus évidentes pour des questions pratiques comme l'identification des électeurs aux bureaux de vote et le maintien de la sécurité dans les zones protégées. Lorsque les préceptes religieux imposent le port de vêtements qui empêchent une identification facile des personnes et de leurs effets, nous devons accorder une attention particulière au maintien d'un équilibre entre le besoin de sécurité et le droit à l'expression religieuse. Nous avons besoin d'un exemple précis qui illustre comment y parvenir.

Dans notre système judiciaire, l'équilibre entre l'identification et la pratique religieuse revêt une importance capitale. À la barre, il faut pouvoir identifier facilement les témoins, même s'ils ont quand même le droit aux protections exigées par leurs croyances. Par exemple, des dispositions clairement définies doivent être prévues pour les personnes qui pourraient être tenues de se couvrir le visage pour des motifs religieux. Une approche pragmatique pourrait consister à élaborer des méthodes normalisées d'identification qui seraient religieusement acceptables (p. ex. : des agents de sûreté de même sexe, des identificateurs biométriques) — ce processus devrait nécessairement se faire en étroite collaboration avec des experts provenant des communautés religieuses elles-mêmes.

Développement social

Secteur religieux

La liberté d'expression est une autre sphère où les droits garantis par la Charte qui sont consacrés dans la Constitution sont source de conflit. Définir ce qui constitue un discours haineux est une tâche lourde de contradictions. À quel moment notre droit à la liberté d'expression empiète-t-il sur les droits des autres et dans quelle mesure doit-on contrôler ce que les autres jugent acceptable? Nous avons besoin d'un exemple précis qui illustre comment y parvenir.

Ces enjeux multidimensionnels et complexes reposent sur un principe central, à savoir que les Canadiens ont universellement le droit de se sentir en sécurité et à l'aise dans les lieux publics, et que nous devons faire preuve de prudence lorsque nous autorisons des pratiques religieuses qui empiètent sur ce droit essentiel.

Nous ne proposons pas pour autant un État laïque. Les religions ont façonné l'histoire du Canada et défini notre identité. D'autres religions comme l'islam, le bouddhisme, l'hindouisme et la spiritualité autochtone ont été peu considérées. Nous ne souhaitons pas avoir un État et un service public laïques d'ici 50 ans; nous proposons plutôt l'intégration au sein du gouvernement de personnes de différentes appartenances religieuses pour créer un service public multidisciplinaire et accueillant. Les Canadiens seraient ainsi mieux représentés par l'État et ils pourraient avoir accès à des services offerts par des personnes qui partagent leur vision du monde. Idéalement, l'État ne doit pas favoriser une religion en particulier et il doit représenter équitablement toutes les collectivités.

Bien que la religion et ses institutions soient clairement une source de polarisation des conflits, nous devons reconnaître leurs avantages indéniables sur le plan de la cohésion communautaire et comme source philanthropique.

Par exemple, plusieurs des plus grandes fondations au pays telles que l'Armée du Salut, Vision mondiale Canada et la Fondation Aga Khan sont fondées sur des principes religieux. Les activités qui sont au cœur de ces institutions s'appuient sur des positions idéologiques, et nous devons nous demander si une société de plus en plus laïque n'érodera pas la contribution positive de la religion.

Les communautés, elles aussi, sont profondément influencées par la religion. Dans les localités plus petites et normalement plus rurales, les institutions religieuses peuvent servir de carrefour social — en réunissant les citoyens, en offrant des services sociaux et pastoraux, et en donnant la possibilité d'avoir des interactions significatives avec son voisinage géographique. Dans les villes, les communautés religieuses créent des sous-groupes qui sont petits, mais solides, en leur permettant

de se forger une identité qui leur est propre à l'intérieur de grandes communautés urbaines.

Les implications de ces observations sont claires. Dans notre tentative d'amenuiser les effets néfastes des dogmes religieux, nous risquons de perdre des éléments qui font partie intégrante de la société canadienne. C'est pourquoi les efforts que nous déployons en vue de façonner un pays plus tolérant envers les différences idéologiques doivent faire en sorte de préserver les avantages fondamentaux procurés par la religion.

Développement social

Secteur religieux

Un aspect important et trop souvent négligé de la pratique religieuse au Canada est la présence essentielle des systèmes de spiritualité et de foi autochtones. On constate une ignorance frappante et honteuse en ce qui concerne ces questions dans la société canadienne, et il est impératif que le discours religieux au Canada mette en évidence la spiritualité autochtone en évitant la folklorisation.

Les coutumes, les valeurs et les croyances traditionnelles demeurent au cœur de l'identité culturelle des peuples autochtones. Comprendre et respecter ces traditions équivaut à respecter les peuples autochtones dans leur ensemble. On ne peut entamer comme il se doit le processus de réconciliation, de réparation et de restitution si l'on ne comprend pas le caractère fondamentalement sacré de la culture autochtone et du lien avec la terre.

Dans les localités rurales aussi bien qu'urbaines, il n'existe actuellement aucun mécanisme pédagogique institutionnalisé pour explorer le sujet de la spiritualité et des coutumes autochtones. Un des principaux défis auquel on doit faire face si l'on veut sensibiliser davantage la population canadienne à ces questions est le maintien d'un équilibre entre l'éducation publique et le sentiment d'appartenance fondamental qui est au cœur du mode de vie autochtone. Les initiatives pédagogiques doivent insister sur le rôle des gardiens du savoir et des anciens qui peuvent aider à trouver des approches nuancées pour stimuler davantage la prise de conscience sans détourner la culture autochtone.

Tout ce qui a de la valeur dans la société humaine dépend de la possibilité de se développer qui est donnée à chacun. [TRADUCTION]
- ALBERT EINSTEIN

Développement social

Secteur des services sociaux

Le Canada de 2064 se compose d'individus, de familles et de collectivités en santé qui se réalisent pleinement grâce à un réseau de services sociaux bien établi. Il est donc nécessaire de créer un réseau de sécurité sociale qui permettra à tous les peuples du Canada de s'épanouir.

La première affaire à l'ordre du jour dans ce nouveau Canada sera de démanteler les systèmes de pouvoir instaurés au sein des services sociaux qui privilégient certains groupes et en marginalisent d'autres. Il s'agit d'une question d'accessibilité, d'inclusion et de compréhension qui nécessite un changement non seulement au niveau des fournisseurs de services, mais aussi des institutions correspondantes. Les institutions qui assurent ces services doivent apprendre la compassion. Il faut que le système soit attentif aux besoins de la population, qu'ils soient de nature cognitive, physique ou culturelle. Historiquement, les services sociaux administrés par l'État ont tenté d'appliquer une solution unique aux diverses communautés servies à l'échelle municipale, provinciale et nationale. Afin de démanteler ces politiques qui font fi de la diversité et des besoins uniques, il convient désormais de favoriser l'autonomie des communautés marginalisées pour leur permettre de cerner et de défendre les options en matière de prestation de services qui répondent le mieux à leurs besoins, qui sont appropriées sur le plan culturel et qui valident leur identité.

Nous entrevoyons un avenir où les collectivités auront le pouvoir et les ressources nécessaires pour participer à la création de programmes et de services adaptés à leurs besoins. Nous souhaitons l'établissement d'un réseau de partage d'information sur les programmes qui se sont révélés efficaces dans différentes collectivités afin de pouvoir reproduire ces programmes dans d'autres contextes sociaux similaires.

D'ici 2064, les communautés locales disposeront de centres de savoir communautaires qui assureront le suivi et le balisage du travail accompli dans les plus petites communautés, tout en stimulant les relations entre les organismes sans but lucratif, les entreprises et les personnes donatrices, les médias et les autres centres de savoir communautaires d'un bout à l'autre du pays, de façon à ce que les préoccupations fondamentales dans chaque communauté soient prises en compte et bénéficient d'un financement approprié et durable.

Développement social

Secteur des services sociaux

Même si les enfants autochtones constituent seulement 6 % des enfants au Canada, ils représentent 22 % des cas de violence envers les enfants et près de la moitié des

enfants en familles d'accueil. Nous souhaitons un système qui permettra d'abaisser ces chiffres à un niveau proportionnel à la population du Canada. L'objectif sera toujours de préserver l'unité familiale et d'offrir aux enfants et aux parents un soutien personnalisé. Pour les enfants qui doivent demeurer en famille d'accueil, nous souhaitons que des parents et des membres de la famille puissent servir de mentors en vue de faciliter le processus de survie culturelle, de réparation et de guérison, et nous visons à ce qu'il n'y ait qu'un seul et dernier placement des enfants et des jeunes avant leur retour, lorsque c'est possible, dans leurs propres familles ou leur transition vers l'âge adulte et leur sortie du système. Dans la pratique, les agences de services sociaux doivent aider toute la famille à accéder à la culture au moyen de consultations avec des anciens et des détenteurs de savoir clés. Cela permet le transfert des systèmes de savoirs autochtones traditionnels qui concernent notamment l'éducation des enfants et le soutien de la famille.

Au cours des cinquante prochaines années, la structure des familles canadiennes connaîtra de nombreux changements. Nous aimerions donc cerner les défis d'aujourd'hui pour trouver des moyens de les surmonter. Les problèmes relevés ont tous un point en commun, soit la situation socioéconomique de la famille. En raison de difficultés financières, les parents doivent répondre aux besoins primaires de la famille, au détriment des besoins des enfants (temps passé en famille, transfert intergénérationnel de connaissances, etc.). Il est donc important de faire en sorte que les besoins primaires des familles soient comblés pour que les enfants puissent recevoir l'attention nécessaire à leur développement et à leur épanouissement. Nous proposons entre autres l'établissement d'un « salaire minimum vital » qui permettrait de couvrir les dépenses courantes de la famille afin qu'elle puisse conserver un niveau de vie adéquat.

Les statistiques actuelles indiquent que les taux d'emploi élevés des mères de famille maintiennent la pauvreté à un faible niveau. Dans ces conditions, il est important qu'en 2064 la féminisation de la pauvreté soit éliminée. Tous les Canadiens auront un accès garanti à un service universel de garde d'enfants afin de soulager la pression subie par les familles et d'aider les femmes qui le souhaitent à retourner sur le marché du travail.

Pour concrétiser notre vision de la famille canadienne en santé idéale au cours des 50 prochaines années, nous devons donner aux enfants et aux jeunes la possibilité d'apprendre de façon précoce. Il existe des obstacles qu'il convient de prendre en compte et d'examiner plus en profondeur afin de prévenir efficacement le développement de conditions familiales malsaines. Nous devons prendre des mesures collectivement en tant que Canadiens pour concrétiser notre vision d'une famille saine. Lorsqu'on renforce les familles, on atténue les conditions socioéconomiques qui nuisent à notre pays.

S'attaquer aux préoccupations des familles nécessite la mise en œuvre de programmes de soutien parental et de développement de la petite enfance qui, encore une fois, tiennent compte des différences culturelles. Les jeunes parents

recevront des services de la part de personnes qui ne porteront pas de jugement de valeur et manifesteront une attitude positive envers l'expression de la sexualité, et qui tiendront compte des problèmes de pauvreté et de santé mentale qui peuvent découler de l'absence de lien et de soutien. Les communautés LGBT bénéficient de l'égalité d'accès à l'information et au soutien en ce qui concerne la création de familles et ne font pas l'objet de discrimination en fonction du sexe et de l'apparence durant ce processus. Les groupes immigrants et culturels disposeront du financement et des ressources pour mettre sur pied eux-mêmes des programmes appropriés de développement familial. L'établissement de centres de savoir communautaires dont il a été question précédemment favorisera la collaboration entre les groupes à l'intersection de plusieurs motifs de discrimination en vue de créer un service exhaustif parfaitement intégré.

Technologie et médias

Le Canada au futur proche

Le Canada est une nation façonnée par la technologie et les communications. Ses contours et ses particularités ont été définis par les technologies du passé : le canot et les raquettes, le télégraphe et le train. Ce n'est pas un hasard si la théorie moderne des communications est en grande partie une invention canadienne. Dans un vaste territoire où se côtoient un grand nombre de peuples et de langues, nos réussites et nos échecs dépendent de notre capacité à communiquer en dépit des différences.

Au fur et à mesure que notre pouvoir technologique grandit, les enjeux font de même. En ce qui concerne les grands enjeux de notre époque — la santé de l'environnement, la liberté individuelle, l'égalité sociale, la santé humaine et l'intégrité culturelle — la technologie présente à la fois des défis et des possibilités.

*L'innovation distingue le leader du suiveur. [TRADUCTION]
-STEVE JOBS*

De Victoria, C.-B., à St. John's, T.-N., en trois heures

Dans les années 1950, personne ne croyait que les États-Unis parviendraient à envoyer un homme sur la lune et à le ramener sain et sauf sur la Terre.

Or en 1962, lorsque le président des É.-U. John F. Kennedy a fait cette promesse audacieuse au peuple américain, il a évoqué un rêve qui en valait la peine. Il a choisi d'aller sur la lune, pas parce que c'était facile, mais parce que c'était difficile.

Un rêve qui vaut la peine — quelque chose qui unit la nation. Sir John A. Macdonald, premier premier ministre du Canada, connaissait le pouvoir des rêves. Il a imaginé une façon de relier les Canadiens d'un bout à l'autre du pays et de créer ainsi le Canada que nous connaissons aujourd'hui.

Le rêve du premier ministre Macdonald a été imaginé il y a plus d'un siècle. Aujourd'hui, nous entrons en contact avec les autres Canadiens par des moyens que les Pères de la Confédération n'auraient pas pu imaginer.

Pourtant, traverser notre grand pays prend du temps. Sa taille est un obstacle aux échanges culturels avec nos concitoyens canadiens, à la croissance de notre économie et à la défense de nos frontières.

D'ici 2064, nous croyons que ce pays doit construire un réseau de transport rapide permettant de relier les Canadiens d'un océan à l'autre — un réseau qui sera l'objet d'envie à l'échelle mondiale.

Nous croyons que ce « chemin de fer transcontinental 2.0 » devrait permettre aux Canadiens de voyager de Victoria, C.-B., à St. John's, T.-N., en seulement trois heures — soit le tiers du temps qu'il faut actuellement pour faire le trajet en avion.

La quête de cet objectif audacieux est essentielle pour assurer la place du Canada parmi les chefs de file internationaux en matière d'innovation technologique. Ce but — ce grand rêve — donnera au Canada le potentiel d'avancer culturellement et économiquement tout en maintenant la souveraineté du Canada.

L'atteinte de cet objectif rassemblera tous les Canadiens afin qu'ils créent ensemble un patrimoine national et une identité nationale. Ce système constituera l'aiguille qui permettra de coudre ensemble les différents tissus culturels de la société canadienne d'un bout à l'autre du pays, construisant une réelle identité nationale plutôt qu'une série de personnalités territoriales.

S'il ne s'agissait que de construire un réseau de transport, l'objectif serait quand même louable. Toutefois, en même temps, nous nous attendons à ce que les inventeurs canadiens trouvent des solutions à de nombreux autres problèmes auxquels le monde doit faire face aujourd'hui ou qu'il devra surmonter dans les années à venir. N'eût été le rêve de Kennedy d'envoyer un « homme sur la lune », nous n'aurions pas de moniteurs cardiaques, de panneaux solaires, ni d'appareils d'IRM.

De telles innovations vont résulter de ce projet, et la productivité accrue va créer des emplois et donner un élan à l'économie canadienne — à des individus aux bagages et origines variés.

Enfin, les Canadiens reconnaissent aujourd’hui que la région arctique nécessite qu’on lui accorde plus d’attention. La mobilisation des forces à la défense de la souveraineté du Canada — surtout dans la région du Nord canadien — assurera aux Canadiens une plus grande sécurité.

Rêver en grand. Sir John A. Macdonald comprenait l’importance d’une vision nationale qui répond aux besoins de tous les Canadiens. Réaliser ce rêve requiert une base solide.

Donner accès à l’Internet aux Canadiens à travers le pays, et préparer la main-d’œuvre et l’économie canadienne à une nouvelle réalité est essentiel au succès.

Le Canada doit devenir un chef de file en sciences, en technologie, en génie et en enseignement des mathématiques. Offrir un apprentissage axé sur la compétence — en tenant compte des habiletés et des études antérieures des Canadiens et des immigrants qui aspirent à devenir Canadiens, et en donnant la possibilité à ces apprenants de terminer leurs études à leur propre rythme — permettra au Canada de se distinguer et de devenir une destination encore plus intéressante pour faire des études.

La quête de cet objectif permettra de bâtir une nation qui sera mieux en mesure d’évoluer dans le paysage technologique de l’avenir, et instaurera une culture de l’innovation.

Alors, comment atteindre cet objectif?

Comment y parvenir

Éducation

Développer une main-d’œuvre inclusive adaptable possédant les outils et les compétences nécessaires pour faire face à l’économie de demain.

- Offrir des programmes d’éducation, de formation et de recyclage en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques afin que les compétences des Canadiens s’harmonisent mieux avec les possibilités d’emploi actuelles et à venir.
- Inciter un plus grand nombre de candidats parmi les plus brillants au monde à venir faire des études supérieures en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques au Canada en proposant un modèle unique axé sur la compétence qui leur permettra de se trouver un emploi dans leur domaine plus rapidement.

- Changer l'orientation des systèmes d'éducation primaires et secondaires afin de favoriser l'innovation plutôt que l'itération — construire une automobile au lieu de produire un meilleur cheval.

Accessibilité

Reconnaître dans la réglementation que l'accès à l'Internet doit être universel.

- Créer un partenariat public-privé en vue d'aider à relier les communautés rurales/éloignées et ayant une population à faible revenu.
- Établir un carrefour gouvernemental en ligne unique afin de permettre aux Canadiens de gérer leur citoyenneté — qu'il s'agisse d'enregistrer une entreprise, de renouveler un passeport, de produire une déclaration de revenus, etc.

Possibilités

Faire du Canada un chef de file mondial en matière d'innovation technologique.

- Créer un écosystème économique favorable à la croissance technologique.

Éducation axée sur la compétence

L'éducation axée sur la compétence tient compte du savoir préexistant et des études réalisées par l'apprenant. Après que l'étudiant a subi un test afin de cerner ses forces, un plan d'apprentissage sur mesure est élaboré afin de s'assurer qu'il suivra uniquement des cours qui sont nécessaires pour l'obtention de son diplôme.

L'apprenant suit ensuite le reste des cours en ligne de façon autonome, à son propre rythme.

Partager les progrès réalisés

Le Canada a besoin d'un secteur technologique florissant. Toutefois, il ne suffit pas de maximiser nos résultats économiques bruts — nous devons faire en sorte que tous les Canadiens profitent de la croissance technologique. Les nouvelles technologies permettent de résoudre des problèmes importants, mais la richesse qui en découle profite à ceux qui les possèdent et les contrôlent.

Même si l'économie récompense les travailleurs spécialisés en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques, l'automatisation et la mondialisation entraînent la disparition d'emplois traditionnels. Les lois en matière de brevets et de propriété intellectuelle donnent la possibilité aux entreprises d'exercer un contrôle exclusif sur des innovations importantes. Alors que la culture civique et que l'économie se déplacent en ligne, les Canadiens qui ne possèdent pas de compétences technologiques et n'ont pas accès à la technologie risquent de rester à la traîne.

Un document de travail publié en 2008 par le FMI résumait bien la situation :
« L'accroissement observé de l'inégalité entre les pays développés et les pays en développement au cours des deux dernières décennies est en grande partie attribuable à l'évolution technologique. » [TRADUCTION]

Malgré toutes les possibilités qu'elle offre aux Canadiens, la haute technologie a également tendance à créer deux camps sociaux — ceux qui comprennent et contrôlent la technologie, et les autres. Si aucune mesure n'est prise afin d'inclure tous les Canadiens dans la nouvelle économie technologique, cette division s'accroîtra.

Les penseurs et les artistes ont vu venir ces divisions. Dans des dystopies comme *1984* et la trilogie *MaddAddam* de Margaret Atwood, une petite élite utilise son monopole sur la haute technologie pour assujettir les masses analphabètes sur le plan technologique. Si elles n'ont pas la possibilité de comprendre ou de contrôler la technologie qui façonne leur société, les populations ne peuvent défendre leurs droits, prendre part à l'économie ou s'exprimer sur le plan artistique. Elles ne peuvent déterminer leur propre avenir.

Le changement technologique est en accélération constante, et le Canada doit se résoudre à faire de la technologie une force pour l'inclusion et les perspectives d'avenir. Il faut offrir à tous les Canadiens un environnement numérique libre et accessible, sans domination ni censure de la part des gouvernements et des grandes entreprises. Il faut former une main-d'œuvre compétente en matière de technologie et dotée d'une grande capacité d'adaptation pour qu'elle puisse profiter de l'innovation sans craindre le chômage.

Il faudrait débattre ouvertement et démocratiquement des grands enjeux liés à l'avancement technologique — par exemple le clonage, l'implantation des microprocesseurs dans des êtres humains, la surveillance au nom de la sécurité. Les Canadiens devraient pouvoir choisir de participer ou non aux débats, et être pleinement informés pour bien comprendre les questions soulevées. Il faudrait faire en sorte que l'économie numérique soit ouverte à l'entrepreneuriat partout au pays et prévenir la domination du Web par un conglomérat.

En somme, si nous voulons créer une société libre et juste, il nous faut étudier les enjeux, imaginer le monde dans lequel on veut vivre et, surtout, agir.

Contrôle de la qualité

En 2064, les médias représenteront mieux la démographie canadienne.

Lorsqu'on regarde les films et les émissions de télévision classiques, il est scandaleux de constater le racisme et l'ignorance à l'égard des gens de couleurs. Au

cours des 50 prochaines années, nous imaginons qu'il se produira un changement fondamental au niveau de ce que les Canadiens considèrent comme une représentation acceptable de la diversité dans les médias.

« (...) Prenons la mouture actuelle d'émissions de télévision canadiennes. Exception faite d'APTN (dont c'est le mandat après tout), il n'y a qu'une seule série dont le personnage principal n'a pas été conçu pour être interprété par un homme blanc — Arctic Air. »

—D. K. Latta, blogueur de culture populaire

Qu'est-ce qui change?

C'est le meilleur des mondes. J'ai 42 ans. Je n'étais certainement pas sorti du placard au secondaire. En fait, ce n'était même pas envisageable. Alors, l'idée que ces enfants soient sortis du placard au secondaire m'apparaît tellement incroyable. — Rick Mercer, 2012, personnalité médiatique homosexuelle

Pensez à un film bien connu. Compte-t-il plus de deux personnages féminins? Ces femmes ont-elles des noms? Se parlent-elles? Parlent-elles ensemble d'autre chose que des hommes? Vous n'avez pas idée du nombre de films pour lesquels on ne peut répondre par l'affirmative aux questions de ce petit test, appelé test de Bechdel, qui met en évidence l'évidente sous-représentation des femmes dans le cinéma d'aujourd'hui. Nous proposons un système semblable à celui utilisé pour la classification d'âge des films, mais qui évalue la représentation des femmes et des groupes minoritaires. Chaque film sera classé selon une échelle de 0 à 10 et le pointage fera l'objet d'un vote de la part d'un groupe de personnes nommées, sous la direction de l'Office national du film du Canada

La radiotélévision publique en 2064

Pour favoriser et stimuler une meilleure représentation de la diversité dans les médias, nous avons besoin d'un diffuseur public solide et stable.

Il est impossible de produire du contenu de qualité sans un financement stable. Quelle que soit l'ampleur du financement offert, il doit être stable. Nous recommandons un terme de huit ans au cours duquel le financement annuel ne changera pas afin de permettre la création de plans de production à long terme.

Qu'est-ce qui doit changer?

Nous devons améliorer notre modèle actuel en fonction des succès remportés par des modèles utilisés par d'autres pays (p. ex. : ABG en Allemagne).

Notre modèle doit s'orienter vers un financement stable et réduire au minimum les répercussions de la dynamique politique changeante.

Relever la barre

Connaissances médiatiques

Pendant que le Canada poursuivra sa croissance au cours des 50 prochaines années, nous devons veiller à ce que les Canadiens soient capables de jeter un regard critique sur les contenus médiatiques qu'ils consomment, et sur l'impact des idées et des réalités présentées par les médias. Il est essentiel que les citoyens soient bien informés et critiques dans un monde médiatique où les frontières entre la réalité et la fiction sont brouillées, particulièrement dans les sphères de la publicité et du journalisme. Nous proposons un système d'éducation qui accorde une grande valeur à la pensée critique à l'égard des médias et des messages qu'ils véhiculent.

En enseignant des connaissances médiatiques de base dans le cadre des programmes scolaires, on s'assurera que les Canadiens apprennent dès leur jeune âge à être conscients et critiques des messages et des idées véhiculés dans les médias. Cela pourrait se faire en créant un cours officiel pour l'élémentaire et le secondaire qui viserait à donner aux jeunes les outils nécessaires pour comprendre et interpréter les contenus médiatiques. Nous croyons qu'il est essentiel que ce cours ait la même importance que les cours actuellement obligatoires comme les sciences et les langues.

Ce cours devrait comprendre un volet de conférenciers experts qui ferait appel à tout un éventail de spécialistes et d'analystes du domaine médiatique (par exemple, des producteurs, des psychologues, des journalistes) pour présenter les théories et les approches en matière de pensée critique que les élèves apprendront à mettre en pratique dans leur utilisation quotidienne des médias.

La nouvelle génération de Canadiens doit être en mesure de développer une pensée critique et de hausser les standards médiatiques de qualité et d'éthique en élevant constamment les attentes vis-à-vis des producteurs de contenu. Cela à son tour suscitera une demande pour un travail journalistique de meilleure qualité et permettra aux Canadiens, en tant que consommateurs de médias, de mieux comprendre le monde et leur place au sein de celui-ci. Un cours de base solide d'initiation aux médias dans les écoles du Canada favorisera l'élaboration d'un cadre renforcé de normes et de pratique journalistiques.

Normes journalistiques

L'Internet a embrouillé le paysage médiatique et il est plus difficile de faire la distinction entre le journalisme de qualité et les sources peu fiables. Ce phénomène s'est accompagné d'un fléchissement de la rigueur et des pratiques éthiques dans les médias canadiens.

En raison de la grande accessibilité à de nombreuses plateformes de partage d'opinions, l'information peu fiable est diffusée de plus en plus largement et il est

devenu difficile de distinguer les vrais journalistes des faux. Les avocats et les comptables doivent obtenir une accréditation accordée par un organisme responsable afin d'établir leur crédibilité et sont tenus de suivre un ensemble convenu de normes et de pratiques conformes à leur code de déontologie. Il est temps que les journalistes soient tenus de se conformer à des normes équivalentes, particulièrement à la lumière de l'accélération de la transmission de l'information au cours des cinquante prochaines années. Nous préconisons la création d'un organisme autonome qui serait chargé d'accorder une accréditation aux journalistes et aux organismes médiatiques et de s'assurer qu'ils respectent un ensemble défini de normes nationales. Cette organisation doit être indépendante du gouvernement.

À l'heure actuelle, il n'existe pas d'ensemble unique de règles éthiques et de principes auquel les journalistes et les médias doivent se soumettre dans le cadre de leurs activités. Ce conseil à adhésion volontaire proposera un ensemble de standards journalistiques universels auxquels les journalistes aspireraient. Afin que l'organisme ait la légitimité nécessaire pour imposer ces normes, nous recommandons de mettre sur pied une équipe renouvelée par roulement, dont les membres élus seraient des journalistes expérimentés, capables d'évaluer les dilemmes éthiques et d'exprimer d'une seule voix ce qui constitue des comportements acceptables ou non sur le plan éthique.

Avoir accès à de l'information crédible est essentiel pour que les Canadiens puissent prendre des décisions éclairées et comprendre les nouvelles dans un contexte mondial. Les technologies de communication continueront d'accélérer pendant les 50 prochaines années et il est essentiel que les Canadiens et Canadiennes puissent repérer l'information authentique et fiable dans une mer de contenu abondant et souvent fallacieux.

***Des améliorations en matière de communication [peuvent] conduire à de plus grandes difficultés de compréhension. [TRADUCTION]
-HAROLD INNIS***

À quoi ressemblera l'Internet dans 50 ans?

Dystopie

L'Internet sera privatisé et seule l'élite y aura accès.

- Les emplois sont rares.
- Les biens de première nécessité sont limités.
- Voyager coûte trop cher.
- Le niveau de vie est plus bas.

- Une nouvelle forme hybride de l'Internet sera créée ou il y aura une régression au Web 1.0.
- Si vous ne pouviez accéder à l'Internet que cinq minutes par semaine, quel usage en feriez-vous?

Solution :

En prévision de cette réalité potentielle, nous proposons que le Canada mette sur pied une infrastructure Internet de secours, indépendante du réseau mondial. Il s'agirait d'établir un système qui maintiendrait la capacité de communication et de résolution de problèmes au moyen de carrefours nationaux, permettant aux gouvernements de continuer à servir une population désillusionnée, et d'un plan de sécurité pour garantir que le Canada prenne les devants en termes de croissance à une époque sombre et difficile. Dans le cadre de forums, nous pouvons discuter de scénarios comme « Que se passerait-il si nous n'avions accès à l'Internet que cinq minutes par semaine? » et de la façon de tirer le maximum d'une ressource potentiellement très rare. Aujourd'hui, la question que nous nous posons c'est : Dans quelle mesure est-il nécessaire que l'accès à l'Internet soit universel? Demain, ce pourrait être la question suivante : Comment pouvons-nous utiliser le mieux un accès restreint à l'Internet?

Comment protéger les gens? Comment protéger leur vie privée et assurer leur sécurité?

Comment contrôler un état virtuel?

Comment faire appliquer les lois?

Qui peut contrôler l'éthique de l'Internet? À qui appartient-il de réglementer l'Internet?

Un monde idéal utopique

Solution 1

Créer un organisme de gouvernance mondial unifié réunissant plusieurs états, un peu comme l'ONU, dont les membres auraient de l'expertise dans tous les aspects de la société : avocats, experts en technologies, politiciens, etc. Ce groupe serait chargé de rédiger une déclaration des principes éthiques reconnus pour l'Internet qui serait ratifiée par la majorité des pays et pourrait être transformée en loi nationale. Une fois que ces principes déclaratoires auront été promulgués, cet organisme serait dissous sous forme d'organisations locales, un peu comme « the sweetie project »,

chargées de l'application de la réglementation. Il s'agirait d'une solution qui se distinguerait du style de la NSA qui fait appel à une surveillance à la « Big brother ».

Solution 2

L'Internet est la seule chose qui ne peut être réglementée par un seul pays. Comment tenir compte des désirs individuels de chacun lorsqu'il est question de l'Internet? Le Canada mènera le premier projet à l'échelle mondiale qui visera à susciter une discussion nationale au sujet de l'avenir immédiat de l'Internet. Les gens de tous les pays pourront prendre part à ce forum pour discuter de leurs intérêts personnels et donner leur opinion sur la réglementation. Une compilation relative à l'autorégulation serait créée à partir de ces résultats. En incluant tout le monde, depuis les experts en passant par les maniaques de la technologie et les simples citoyens, nous n'imposons pas les besoins et les désirs d'un organisme administratif, mais nous favorisons plutôt la collaboration.

Solution 3

Pour une réflexion en profondeur sur les politiques Web, nous proposons de créer un Internet artificiel autorégulé dans le cadre de la plus vaste expérience entreprise depuis l'avènement de l'Internet. Le Canada prendra en charge la conception, la consultation et la mise en œuvre. Forts de la diversité canadienne, nous entreprendrons de consulter le plus grand nombre de citoyens de la Terre afin de recueillir leurs commentaires au sujet des droits et des responsabilités sur l'Internet. Au moyen d'algorithmes sophistiqués et de l'analyse de données, des milliards d'opinions seraient prises en compte pour définir ce qui constitue, selon nous tous, une expérience utilisateur sûre et aussi gratuite.

Si certains gouvernements étrangers décidaient de ne pas tenir compte de l'opinion de leurs citoyens au sujet d'un espace sans État, ils seraient à la merci de leur population; en tant que représentants, ils peuvent demeurer passifs face à cette expérience ou, comme le « printemps arabe » en a fait la démonstration, ils peuvent se soulever et se battre pour faire entendre leurs voix dans cette communauté mondiale.